

*l'Anti*capitaliste

n°239 | 24 avril 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Plan Valls-Medef

P L U S

V I T E

P L U S

F O R T

CONTRE

ce gouvernement !

Dossier



*Il y a 40 ans...
La «révolution
des œillets»*

Pages 6 et 7



ÉDITO
L'égalité hommes - femmes
reste à gagner! Page 2

PREMIER PLAN
12 avril, 1^{er} Mai et après: amplifier
la mobilisation unitaire Page 3

ACTU INTERNATIONALE
Inde: l'élection de tous les
dangers Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec le sociologue
Alain Bihr Page 12



M 04249 - 239 - F: 1,20 €



édito

Par CHLOÉ MOINDREAU

L'égalité hommes - femmes reste à gagner!

Il y a 70 ans, le 21 avril 1944, les femmes obtenaient l'accès au vote. Ce droit a été gagné par les mobilisations massives et internationales de ce qu'on a appelé par la suite le «féminisme de la première vague», centré sur l'égalité des droits civiques. Des droits civiques qui n'ont pas tous été acquis en 1944: ce n'est que depuis 1965 que les femmes peuvent exercer une profession sans l'accord de leur mari et gérer leurs biens propres... Avant son obtention, l'accès au droit de vote a longtemps été présenté par les féministes réformistes comme la mesure qui permettrait de mettre fin à l'oppression des femmes. Force est de constater que cela n'a pas eu les effets escomptés! Aujourd'hui encore, le taux d'emploi des femmes chute brutalement dès lors qu'elles ont deux enfants en bas âge (66% contre 97% pour les hommes). Les femmes représentent 80% des emplois à temps partiel, et la différence moyenne de salaire entre un homme et une femme est de 24%. Même à poste égal, à temps plein, dans le même secteur, un écart de 9%, qualifié par les politiques et les économistes d'«inexpliqué» se maintient. Avec les dernières réformes, l'écart des retraites se creuse: les retraites des femmes s'élèvent en moyenne à 932 euros contre 1603 euros pour les hommes. Au-delà du champ professionnel, la situation des femmes ne s'améliore pas. Celles-ci assument toujours 72% des tâches domestiques, soit 34 heures par semaine en moyenne. Chaque année, 201000 femmes sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint, et 83000 sont victimes de viols ou de tentatives de viols. Et les réformes hospitalières qui ont provoqué la fermeture massive de centres IVG et de maternités mettent en danger la santé des femmes. Où est donc le progrès sociétal qui devait mécaniquement découler de l'obtention du droit de vote? Si le droit de vote ne permet pas de faire valoir l'intérêt de la majorité – car oui, les femmes représentent la majorité de la population – c'est que la prétendue démocratie dans laquelle nous vivons défend bien, d'abord et avant tout, les intérêts du capitalisme et du patriarcat. Alors n'oublions pas que nos droits ne tombent pas du ciel par la magie de «l'histoire en marche». Ils ont tous été arrachés par les luttes, des luttes toujours nécessaires pour les conserver... et en conquérir davantage!

BIEN DIT

Les grandes marques occidentales sont celles qui ont le plus profité de la sueur et du sang des ouvrières. Elles doivent donc prendre leurs responsabilités et s'occuper des victimes et des autres ouvrières, au même titre que les propriétaires bangladais des usines.

SHAHIDUL ISLAM SHAHID de la National Garment Worker's Federation (NGWF), l'un des principaux syndicats du secteur textile bangladais, dans un entretien sur le site de l'Observatoire des multinationales le 14 avril 2014 (<http://multinationales.org/Depuis-la-catastrophe-du-Rana>). Un an après le drame du Rana Plaza qui a coûté la vie à 1138 ouvriers, le peu qui a changé vient d'abord de la lutte des salariésEs...

À la Une

« Plus vite et plus fort » contre ce gouvernement!

Valls sait où il va. Conformément aux injonctions du Medef, il accentue l'entreprise de destruction des services publics et du système social. Face à cela, plus que jamais, il faut affirmer que « nos vies valent plus que leurs profits ».

Manuel Valls a présenté le 16 avril le détail des 50 milliards d'euros d'économies à réaliser sur les dépenses publiques d'ici 2017. Les dépenses de l'État seront comprimées de 18 milliards. Le gel du point d'indice des fonctionnaires sera prolongé jusqu'en 2017. Les effectifs seront réduits. Si, après tergiversations, les 60 000 créations de postes dans l'Éducation nationale sont confirmées, elles seront plus que compensées par des coupes ailleurs. Dans tous les services, les effectifs seront passés à la moulinette, avec des conséquences inévitables pour les usagers, qui viendront s'ajouter à la dégradation des conditions de travail des personnels.

Les pauvres paieront aussi
«*Les minima sociaux seront préservés*», déclare hypocritement le Premier ministre, mais les mesures (insuffisantes) prévues par le plan anti-pauvreté de Ayrault en décembre 2012 sont reportées: la hausse de 1,3% du Revenu de solidarité active (RSA), intervenue au 1^{er} janvier 2014, aurait dû être complétée par une augmentation de 2% le 1^{er} septembre 2014. Dans le cadre de ce plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté, il avait été en effet décidé une augmentation de 10% d'ici à la fin du quinquennat. Cette hausse de 2% par an est purement et simplement annulée!
«*Les interventions de l'État seront*



Le 11 avril à Matignon ça discutait sérieux... sur le dos de la population! DR

également recentrées pour être plus efficaces.» Même si le gouvernement a démenti la suppression des aides au logement pour les étudiants non boursiers, il faudra encore attendre pour savoir qui d'autre sera visé par les coupes dans ces crédits. 11 milliards d'économies devront être faites par les collectivités locales. Les dotations de fonctionnement que l'État leur verse seront réduites, alors que ce même État leur a transféré ces dernières années des responsabilités importantes. Leur autonomie sera réduite. En particulier, ce que l'on appelle la «clause de compétence générale» (supprimée par Sarkozy et rétablie par Hollande) est à nouveau supprimée, ce qui remet en cause la possibilité de création d'un service public local, l'octroi de subventions ou d'aides matérielles, la réalisation de travaux, etc.

Aucun syndicat ne doit soutenir les mesures Valls

Les prestations sociales devront subir un coup de rabot de 21 milliards. D'abord 10 milliards pour l'assurance maladie. On sait ce que cela impliquera: réduction du nombre d'hôpitaux et du nombre de lits, mise en commun des blocs opératoires

dans les hôpitaux, réduction du personnel administratif et sanitaire. Mais il n'est pas prévu de s'attaquer aux profits des laboratoires pharmaceutiques. Les autres dépenses sociales (retraites, allocations chômage, aides à la famille, etc.) devront diminuer de 11 milliards. Les prestations sociales n'augmenteront donc pas avant octobre 2015: cela concerne 15 millions de retraités (privé et public), 7 millions de foyers avec enfants et plus de 6 millions de bénéficiaires d'aides au logement... Les caisses de Sécurité sociale devront faire 1,2 milliard d'économies: les queues aux guichets et les délais de traitement des dossiers vont s'allonger, et les contrôles de toute sorte vont réduire les prestations aux plus démunis. Dans ces 11 milliards, 4 milliards concernent les retraites complémentaires (ARRCO et AGIRC) et l'assurance chômage. Dans ces régimes, le patronat et les confédérations CFTD, CFE-CGC et CFTC ont déjà accepté des «économies», notamment pour l'AGIRC-ARRCO où les pensions sont revalorisées moins que l'inflation. Valls en demande plus: la moindre des choses seraient que les syndicats qui participent à la gestion de

ces régimes refusent de cautionner ces régressions supplémentaires, et que ceux qui sont décidés à les refuser jusqu'au bout commencent par mobiliser, notamment au moment des négociations!

Nos vies valent plus que leurs profits!

Au total, le plan Valls-Hollande vise à faire financer par les salariés modestes – les fonctionnaires, les retraités et les chômeurs – les cadeaux de plus de 36 milliards d'euros (30 au titre du Pacte de responsabilité, auxquels s'ajoutent d'autres baisses d'impôt) en faveur des entreprises. Mais le projet va au-delà. Gattaz, patron du Medef affirme qu'il faut remettre en cause le Smic: Valls se récrie et se pose en défenseur du Smic. Mais nous ne gèberons pas ce jeu de rôles: Gattaz a déjà désigné la prochaine étape. Le plan Valls n'est pas «un mauvais moment à passer», il n'est pas possible de l'amender à la marge comme prétendent le faire des députés PS ou écologistes. Ce gouvernement ne reculera que quand il aura plus peur d'une mobilisation populaire que des marchés financiers. À nous de la construire.
Henri Wilno et Robert Pelletier

ALGÉRIE

Victoire à l'arraché d'un moribond

Bouteflika a finalement été réélu, sans surprise, pour un quatrième mandat consécutif avec 81,53% des voix exprimées (le taux de participation a été de 51,7%). Cette reconduction d'un président malade, absent et incapable de diriger le pays par une main de fer, comme le suggère sa pratique et son projet d'amendement de la Constitution pour un fort régime présidentiel, traduit la tentation autoritaire de l'élite politique au pouvoir.

Le consensus laborieux réalisé par les différentes fractions de cette élite exprime surtout son effritement idéologique et sa fragilité politique pour maintenir son hégémonie sur une société de plus en plus exigeante et revendicative. C'est dans ce cadre qu'il faut saisir ce consensus, ou plus exactement ce «modus vivendi», autour de l'image de Bouteflika.

Image ternie d'un président en fin de règne

Cependant, cette image est affectée par un bilan peu reluisant, où les réalisations des grands travaux d'infrastructures ne peuvent cacher le chômage endémique, la précarité, la réapparition de la misère et la dégradation des conditions de vie d'une majorité des Algériens et des Algériennes, soumis aux thérapies libérales. Elle est ternie

par une économie fragilisée, peu productrice de richesses et peu créatrice d'emplois durables. Elle reste surtout marquée par les dossiers de corruption qui éclaboussent les «hommes» du président. Cette élection se voulait un moment pour renouveler la légitimité de Bouteflika comme homme providentiel et à recréer un minimum de légitimité des institutions. Mais le chiffre très officiel de 51% de

participation le fragilise davantage, même si le ministre de l'Intérieur a tenté de minimiser l'importance de l'abstention en l'imputant à une tendance mondiale. Elle reste en réalité une preuve que le 4^e mandat de Bouteflika ne peut se prévaloir d'un soutien fort, et encore moins d'un chèque en blanc. Cette réélection est surtout un passage en force. Les principales institutions de l'État ont été verrouillées. Le discours de

la peur, de la «menace étrangère» et des «menées déstabilisatrices des opposants», outrageusement servi par les médias, notamment les télévisions privées «algériennes» de droit étranger, a poussé les Algériens au repli sécuritaire. Le chantage «vote contre promesse de relogement» effectué par la Wali d'Alger a bien fonctionné (la capitale compte près de 600 bidonvilles où s'entassent 30000 familles). L'écho dans

Un monde à changer

PRISONS. Avec 68 859 personnes incarcérées, le nombre de détenus atteint un nouveau record au 1^{er} avril 2014. Au regard des 57 680 places, le taux d'occupation s'élève à 119,38%. Et ce chiffre est encore plus élevé en Île-de-France. Selon l'Observatoire international des prisons (OIP), un autre record de 1104 matelas au sol dans les prisons françaises vient d'être atteint en mars 2014. Les prisons explosent, les conditions de détention continuent d'être à l'opposé de ce qui peut être attendu d'un État qui se prétend civilisé. Les réformes de la droite ont vu la création de multiples nouveaux délits, de peines plancher pour les récidivistes, d'obstacles aux libérations conditionnelles... Cela a entraîné une augmentation de 33% du nombre de détenus entre 2002 et 2012. Cette législation pénale n'a pas été modifiée par la gauche, d'où la poursuite de l'augmentation du nombre des détenus. Selon les données publiées par l'OIP, les peines

plancher ne sont pas dissuasives ni efficaces pour prévenir la récidive. Le taux de condamnations en récidive est passé de 8% en 2007 à 12% en 2011. Les peines alternatives sont plus efficaces à prévenir la récidive. 63% des détenus libérés en fin de peine ont été recondamnés dans les 5 ans contre 32% pour les condamnations à un sursis avec mise à l'épreuve. Des rapports parlementaires et autres dénoncent périodiquement cette situation. Mais rien ou presque n'est fait. Les pouvoirs de droite comme de gauche préfèrent surveiller et punir plutôt que de créer les conditions d'une vie plus humaine en prison et surtout de se donner les moyens d'éviter les incarcérations massives et inutiles. Un ancien directeur de la prison de la Santé, Hubert Bonaldi, a eu une formule assez juste: «*La prison n'est qu'un reflet démesurément grandi de la société qui produit ceux qu'elle incarcère*».

12 AVRIL, 1^{er} MAI ET APRÈS

Amplifier la mobilisation unitaire

Réunies pour tirer un premier bilan de la marche du 12 avril, toutes les organisations partie prenante ont salué le succès de la manifestation. Les mobilisations syndicales et anti-austéritaires prévues dans les prochaines semaines, à commencer par le 1^{er} Mai, doivent être des relais pour amplifier la mobilisation.

Si le principal ressort de la mobilisation a été le refus de la politique du gouvernement, de la montée de l'extrême droite, puis la nomination de Valls à Matignon traduisant une fuite en avant dans la volonté d'amplifier l'austérité, le caractère inédit du cadre unitaire, associant syndicats, associations, partis et personnalités, fut pour beaucoup dans ce succès. Toutes les organisations partie prenante ont donc considéré nécessaire de poursuivre ensemble, en insistant sur l'obligation de construire un mouvement s'appuyant sur la diversité des forces et personnalités impliquées et donc respectant la place de chacun. Restent à trouver les formes exactes que pourraient prendre ce processus en partant d'un constat: celui du besoin d'articuler moments d'élaboration de propositions alternatives, contre l'austérité et les politiques discriminatoires, et moments d'actions ancrées dans les localités et visibles nationalement, pour s'opposer concrètement au rouleau compresseur libéral et travailler à la convergence des luttes.



Dans la manifestation du 12 avril à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

La gauche sociale et politique contre le «pacte d'austérité»

Pour cela, il s'agit d'éviter plusieurs écueils. La proximité des élections européennes en est un. Le Front de gauche et le NPA seront présents, chacun de leur côté, dans ces élections. Les forces syndicales et associatives peuvent craindre d'être instrumentalisées. Il est donc de la responsabilité des partis de donner des garanties – ce que fait bien volontiers le NPA – qu'ils ne chercheront pas à s'approprier le

succès du 12 et l'implication du mouvement social. Mais cela ne doit pas empêcher la poursuite d'actions communes pendant cette période, au risque de geler la construction d'un mouvement que les attaques gouvernementales et patronales rendent indispensables.

Autre écueil évidemment, celui de considérer que les initiatives portées par les syndicats relèvent du seul champ syndical. À cet égard, le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurs et

des travailleuses, ne saurait être le domaine réservé des syndicats. La présence des partis comme les références assumées aux objectifs portés par la marche du 12 avril seront un des éléments du succès de cette journée symbolique. De la même manière, l'investissement dans le soutien pratique aux mobilisations dans les entreprises, à commencer par la fonction publique le 15 mai contre la baisse du pouvoir d'achat après le blocage du point d'indice, contribuera à faire monter le niveau de mobilisation nécessaire pour faire reculer ce gouvernement.

En région parisienne, pour le 1^{er} Mai, FO appelle à manifester aux côtés de la CGT, de la FSU et de Solidaires pour la première fois depuis 2002. La CFTD et l'UNSA se rassembleront de leurs côtés... Cela traduit sans aucun doute une profonde aspiration à l'unité pour combattre le Pacte de responsabilité et la casse de la Sécurité sociale. Une unité de la gauche sociale et politique qui doit se construire pour refuser le dialogue social et s'opposer dans la rue au pacte PS-Medef.

Côme Pierron

l'étendu du territoire algérien a fait le reste. Enfin, Abdelmalek Sellal, le directeur de campagne de Bouteflika, avait sillonné l'Algérie en tant que Premier ministre en distribuant rêves et promesses.

Et maintenant?

Mais cette «victoire» cache mal les contradictions latentes du régime de Bouteflika qui deviennent aujourd'hui patentes. Cette campagne électorale a en effet révélé une triple problématique. La première est liée à la question de la souveraineté nationale.

Le «complot» supposé de la «main étrangère» n'est en réalité qu'une remise en cause du minimum de souveraineté de l'État algérien par l'impérialisme. Elle est malheureusement mal posée par un débat électoral qui a

semé la confusion, en présentant Bouteflika comme le défenseur de cet acquis. Seule la mobilisation populaire est capable de faire reculer ces visées impérialistes. Mais ces mobilisations seront vouées à l'échec si dès le départ elles ne posent pas comme principe la résistance anti-impérialiste et la défense de l'État national. Les mouvements de protestation actuels se construisent sur l'idée même d'en finir avec l'État national et ce, par une malencontreuse confusion entre le régime et l'État. Ce dernier est toujours considéré comme un objet aux mains des oligarchies dirigeantes qu'il faudrait donc briser pour faire advenir l'État démocratique. La deuxième problématique est d'ordre démocratique. Elle se noue autour de la notion de transition avec en point de

mire la révision de la Constitution. D'où la question de la Constituante! Ces questions ont renvoyé au second plan une autre question de fond, celle économique et sociale. Autant d'enjeux qui sont maintenant discutés et désormais abordés dans l'espace public algérien. Ils sont plus que jamais à l'ordre du jour. La crise du régime a libéré l'expression publique où les sujets tabous sont ouvertement abordés. Le pouvoir de Bouteflika aura-t-il la capacité d'endiguer cette poussée populaire? Cette poussée populaire aura-t-elle la capacité de court-circuiter une «opposition» plus libérale aux aguets? Autant de questions qui méritent des actions durables.

D'Alger, Nadir Djermoune (Parti socialiste des travailleurs)



Le chiffre

1 million d'euros pour 1 600 suppressions d'emplois

Le 16 avril, les élus du personnel de Veolia Eau, réunis en comité central d'entreprise (CCE), «ont décidé de quitter la séance pour protester contre la rémunération scandaleuse du mercenaire liquidateur Alain Franchi», affirme un communiqué commun des syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT et FO. Cette branche de Veolia Environnement est engagée dans un plan de suppression de plus de 10% des effectifs.



Agenda

Jeudi 1^{er} mai, fête du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12h, buvette, grillade, repas... dans la salle et le jardin de l'Ares (10 rue d'Ankara, esplanade Strasbourg).

Samedi 3 mai, fête du NPA 75, Paris. À partir de 13h, débats, film, expos, buvette, repas, spectacle pour enfants, concert... Salle Olympe-de-Gouges (15 rue Merlin, Paris 11^e).

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit déjeuner.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Les choix politiques du président sont dans la continuité de ceux de Jaurès.

HENRI NALLET, président de la Fondation Jean-Jaurès... et ancien ministre socialiste, dans une vidéo mise en ligne il y a quelques jours sur le site de l'Élysée afin de célébrer l'année Jaurès.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

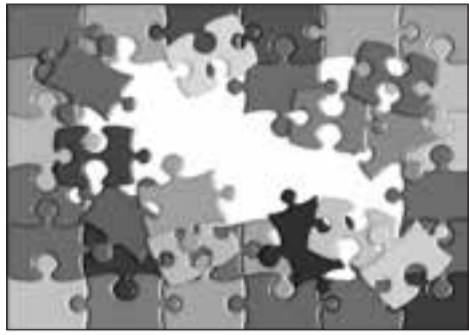
**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RÉFORME TERRITORIALE «Décentralisation» accélérée ou «effort contre les déficits»?



DR

Division par deux du nombre de régions, suppression de la clause de compétence générale pour les départements et les régions, suppression des départements... Dès sa prise de fonction, Valls a annoncé la couleur: il entend faire franchir un pas à la réforme territoriale en chantier depuis des dizaines d'années.

Fonctionnaires et services publics dans le collimateur

Ces déclarations prennent place dans la série de mesures annoncées depuis sa prise de fonctions: il faut «poursuivre l'effort contre les déficits», et il faut donc que cet «effort soit partagé»... par les collectivités territoriales. En même temps tombait le rapport commandé par Hollande à Malvy, président PS de Midi-Pyrénées et Lambert, président de droite de l'Orne: le «hasard» fait bien les choses! Ils y expliquent comment les collectivités territoriales pourront s'accommoder de la coupe à venir de 11 milliards d'euros des dotations de l'État: les diverses instances territoriales devront délibérer sur le temps de travail des fonctionnaires... Un système de bonus-malus incitera les communes à se regrouper, à mutualiser leurs ressources, autrement dit à prendre leur place dans la course à la suppression de postes de fonctionnaires...

À tous les niveaux de l'État, c'est une purge drastique des effectifs qui est programmée, avec son corollaire: la régression des services publics.

Adapter les structures de l'État aux besoins de la bourgeoisie

Mais la purge menace aussi une multitude d'élus qui siègent dans ces assemblées, «attérés» par l'annonce de Valls à l'image de Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements. Invité à l'émission «28 minutes» d'Arte, il y bataillait contre la réforme annoncée. Il compte sur les parlementaires pour s'y opposer, car sinon, ils «scieraient la branche sur laquelle ils sont assis»...

Au contraire, d'autres, tel Rousset, président de la région Aquitaine et de l'association des présidents de régions, disent «chiche monsieur le Premier ministre». Lui bataille pour une spécialisation et une affirmation des compétences de régions, adaptation nécessaire selon lui des structures de l'État aux besoins «de la société» – comprendre «du patronat»: aide aux entreprises, formation professionnelle adaptée à leurs besoins, transports, pôles de compétitivité, etc.

Un serpent de mer à terrasser

Ce sont ces intérêts contradictoires qui expliquent pourquoi la décentralisation de l'État, commencée en 1982-83 avec les lois Defferre, a tout du serpent de mer. Pour les gouvernements, il s'agit d'adapter des structures territoriales qui datent, avec les communes et les départements, de la révolution de 1789, à une évolution considérable des structures économiques, démographiques, techniques et sociales du territoire... tout en faisant des «économies d'échelle»! Sur cette voie, ils se heurtent bien plus aux élus qui défendent leur perchoir qu'aux fonctionnaires et aux populations qui en subissent les conséquences. Il est plus que temps d'inverser les choses.

Daniel Minvielle

EUROPÉENNES Contre le foutage de gueule PS-UMP et la menace FN, une voix anticapitaliste

La campagne européenne s'engage au moment où le gouvernement franchit un nouveau seuil dans l'arrogance délibérée pour mettre en route une série d'attaques contre la population, cela sous les applaudissements de la droite et du patronat. Et sans rire, le PS plaide pour une «Europe sociale» alors que l'UMP se divise sous la pression du FN qui, goguenard, engrange les bénéfices de ce pitoyable spectacle...

«Votez pour l'Europe sociale» ou «L'austérité en Europe est une erreur»

osent clamer les candidatEs du Parti socialiste. Qui pourrait être dupe d'une telle duplicité? Déjà lors de la campagne pour le traité de Maastricht, le PS chantait la même chanson. À la fin des années 1990, les partis socialistes étaient largement majoritaires en Europe, et ils n'ont fait que ratifier des traités qui s'attaquaient aux populations, visant en particulier à démanteler les services publics aux acquis sociaux... Laurent Fabius est le parfait symbole de ce cynisme politicien, lui qui, en 2005, appelait à voter contre le TCE, le traité constitutionnel faisant de «la concurrence libre et non faussée» le fondement de leur Europe capitaliste et libérale.

Le débat politique sous pression du FN

À droite, les uns et les autres s'agitent pour ne pas être emportés par le rejet de l'Union européenne sous la pression du FN. Laurent Wauquiez publie un livre intitulé *Europe: il faut tout changer* et multiplie les attaques contre l'Union européenne. Xavier Bertrand dénonce, lui aussi sans rire, «L'Europe Merkozy». Henri Guaino a annoncé qu'il ne votera pas pour Alain Lamassoure, le candidat tête de liste de son parti, estimant que ce dernier incarne



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

«l'Europe dont plus personne ne veut», dénonçant le choix d'un «europhile» convaincu. Entre le centre et le FN, l'UMP tanguent...

Car comme le PS, elle pourrait être victime de l'abstention de son électeur. Une partie même de celui-ci pourrait basculer vers le FN. Et ainsi, ces élections européennes pourraient voir converger différents électeurs venant de la gauche et de la droite, écœurés par les contorsions du PS et de l'UMP, pour porter le FN en tête. Une telle situation accentuerait la crise politique de par le faible score du PS et le poids du FN, rendant difficile l'alternance à droite. Débouchera-t-elle sur un gouvernement de grande coalition? Hollande y est de toute évidence prêt et y prépare

sa majorité. À moins qu'une partie de la droite fasse le choix d'une alliance avec le FN. Rien ne permet de dire quelle combinaison pourrait l'emporter, mais les travailleurs, les classes populaires n'ont pas à redouter une telle accentuation de la crise. Ils doivent s'y préparer, se donner les moyens d'y jouer leur propre partition pour défendre leurs intérêts.

Cette partition, c'est celle d'une politique de classe indépendante tant du PS et de l'UMP, les nationalistes pro-Europe, que du FN, les nationalistes souverainistes, chauvins et xénophobes qui prônent le retour au franc. Tous des professionnels de la politique au service du Medef et du patronat européen.

Prenons nos affaires en main!

Il ne manquera pas d'esprits raisonnables pour expliquer que ce n'est pas le moment de se battre, car le danger du FN est là. Mais c'est bien l'inverse: la menace du FN croît proportionnellement à la passivité qui a gagné le monde du travail et ses organisations, dominées par la politique du patronat, incapable d'ouvrir une autre perspective.

L'issue est dans les mobilisations, l'intervention directe des classes populaires pour bousculer ce petit monde, cynique et corrompu, des politiciens et prendre en main leurs affaires, celles de toute la société. C'est ce que le NPA dira dans cette campagne. Nous aurons peu de moyens pour nous faire entendre. Mais cela dépend aussi de notre capacité à nous mobiliser, à entraîner avec nous nos amiEs, nos camarades, nos proches, à créer une dynamique autour des listes que nous présentons dans cinq circonscriptions.

L'enjeu est de taille et la passivité n'est pas permise. Nous ne pouvons sous-estimer la menace du FN. Cette menace ne peut se combattre que sur le terrain de l'action collective du monde du travail, de la population, pour défendre leurs droits et l'avenir de la société, la perspective internationaliste d'une autre Europe, celle des travailleurEs et des peuples.

Yvan Lemaître

PS Au bord de la crise de nerfs?

Après la débâcle des municipales, le parti au pouvoir panique. Exfiltration du soldat Désir en direction du gouvernement, affaire Morelle et trouble des parlementaires, qui dit mieux?

Après la raclée électorale des municipales, une centaine de députés issus de la gauche du PS avaient demandé un nouveau «contrat de majorité», mais seulement onze d'entre eux s'étaient abstenus lors du vote de confiance à Valls. A priori, cela n'a pas été suffisant pour le «changement de cap» espéré par de nombreux députés de la majorité. En dévoilant son plan d'économies de 50 milliards, Valls a confirmé qu'il n'y avait aucun changement et au contraire, un approfondissement de la politique d'austérité menée depuis deux ans. La nomination «par en haut» de Cambadélis comme premier secrétaire du PS et l'affaire Morelle ont accentué ces derniers jours la «crise» au Parti socialiste.

La «République exemplaire» prend l'eau

Les révélations de Mediapart concernant les conflits d'intérêts d'Aquilino Morelle – conseiller de l'Élysée et grand manitou du dernier remaniement – avec des laboratoires pharmaceutiques, met à mal une nouvelle fois le pouvoir après l'épisode Cahuzac.

Cette nouvelle affaire vite réglée par l'Élysée avec la démission de Morelle deux jours seulement après les révélations, accentue la crise au sein du Parti socialiste et en particulier auprès des éluEs. D'autant que cette affaire, touchant un très proche de Hollande et de Valls, tombe au moment où d'autres nominations font débat, comme celle de Cambadélis à la tête du PS par l'Élysée et Matignon, celle de Jouyet, ancien ministre de Sarkozy et ami de Hollande, au poste de secrétaire général de l'Élysée ou encore la nomination à l'Inspection générale des affaires sociales (d'où vient Aquilino Morelle...) de Dominique Voynet, l'ancienne maire écologiste de Montreuil. Une promotion violemment dénoncée par Claude Bartolone qui est «un regrettable accroc à la République irréprochable que nos compatriotes appellent de leurs vœux». Mais c'est sans aucun doute l'annonce du plan de 50 milliards d'économies qui a mis le feu aux poudres.

Rupture ou diversion?

Valls a donné la mesure de son savoir-faire, en annonçant son plan



Valls à Morelle: La porte, c'est par là! DR

d'économies. Face à ces annonces, les députés de la majorité grondent et onze d'entre eux représentant plusieurs courants du PS ont écrit au Premier ministre. Ce courrier est porteur de propositions «réorientant à gauche» la politique de la majorité, et remet en cause l'accentuation de la politique d'austérité.

Mais on est loin d'une rupture avec cette politique, puisque dans ce courrier, il est précisé: «Au-delà de 35 milliards, nous croyons que reculs sociaux et mise à mal des services publics seront inévitables». Bref, la fronde n'est en fin de compte qu'une négociation et ces éluEs exigent des «contreparties» au

Pacte de responsabilité dicté par le Medef, mais en aucun cas, il ne s'agit d'une remise en cause, d'une rupture avec la politique menée. Ces députés peuvent donc s'agiter, tempêter, menacer, il y a peu de chance qu'il s'oppose réellement en votant «contre» dans quelques jours: la politique d'austérité sera bel et bien appliquée avec peut-être quelques concessions...

Face au Pacte de responsabilité, au plan d'austérité de 50 milliards, il n'y a place ni pour les gesticulations, ni pour l'abstention, ni pour les hésitations: il faut s'opposer au gouvernement et le faire reculer! Sandra Demarcq

INDE L'élection de tous les dangers

Le scrutin législatif en cours revêt une importance toute particulière pour l'Inde, le favori des sondages promouvant un nationalisme agressif d'extrême droite, racial et religieux.

L'organisation d'élections générales en Inde mobilise une logistique gigantesque : 814 millions d'électrices et d'électeurs sont appelés aux urnes. Initié le 7 avril dernier, le scrutin législatif se poursuivra ainsi pendant 37 jours... Rares sont les partis implantés dans l'ensemble du pays, et les formations régionales fleurissent, si bien qu'une majorité gouvernementale exige la constitution d'alliances à géométrie variable. Dans ces conditions, les journalistes se gardent de prédictions aléatoires. Mais quelques lignes de force apparaissent, fort inquiétantes.

La parti au pouvoir discrédité

Héritier de l'Indépendance en 1947, le Parti du Congrès, revenu au pouvoir en 2004 après une éclipse, se trouve aujourd'hui discrédité. Rejeton de la dynastie familiale à la tête de cette formation, Rahul Gandhi, 43 ans, n'a pas l'envergure nécessaire pour redresser la situation. Cela semble la seule certitude.

La crise du Parti du Congrès libère le champ politique alors que le régime est à bout de souffle, miné par la corruption, et que la société indienne subit le contrecoup des politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements successifs. Le pays connaît une croissance économique bien réelle, mais très inégalitaire. L'alternative traditionnelle à gauche est elle aussi discréditée, incarnée par les Partis communistes



Narendra Modi. DR

marxiste et indien qui se sont pliés aux diktats néolibéraux dans les États qu'ils gouvernaient – comme le Bengale occidental –, au point de réprimer violemment des secteurs de la paysannerie.

La nationalisme racial et religieux bien placé

Narendra Modi est particulièrement bien placé dans la course électorale, avec le BJP (Parti du peuple indien). Il veut hindouiser l'État indien, laïc (au sens anglais de secular) depuis l'Indépendance. Il développe un nationalisme racial et religieux agressif qui lui permet de s'adresser aux hindous de toutes castes – y compris les plus basses – et de tourner la colère sociale contre les musulmans (qui sont environ 150 millions en Inde). En 2002 au Gujarat, l'État qu'il contrôle d'une main de fer, des émeutes intercommunautaires ont fait quelque 2000 morts. Les tenants du nationalisme hindou animent des milices armées qui se sont plus d'une fois attaquées

aux minorités. Pour la plupart des organisations de gauche, le BJP est un mouvement fasciste.

Modi promet aux classes moyennes la « bonne gouvernance » et a réécrit sa propre histoire au point qu'il se présente, en mobilisant tous les médias, de la bande dessinée à la télévision, comme un demi-dieu. Il use de toutes les techniques de communication, intervenant simultanément en plusieurs endroits grâce aux hologrammes.

Et après ?

Une nouvelle formation se présente aux législatives, l'AAP (Parti de l'homme ordinaire), lancé par Arvind Kejriwal. Ce parti tient un discours social, s'adresse aux jeunes (50% de la population a moins de 25 ans) et a fait son flambeau de la lutte contre la « corruption quotidienne » qui pourrit la vie des plus pauvres. Mais son programme politique mêle thèmes de droite et de gauche, ce qui n'est pas sans évoquer des cas comme celui du

Mouvement 5 étoiles de Grillo en Italie. La gauche sociale et politique se trouve placée devant un dilemme : pour faire barrage à Narendra Modi et son fascisme hindouiste, faut-il voter pour des partis laïcs qui, à force de néolibéralisme, ont fait le lit du BJP et de ses milices ? Le réseau Socialisme radical s'y refuse. D'autres se résignent à soutenir le « moindre mal ». Les forces de gauche « authentiques » sont très actives sur le plan local, animant d'importantes campagnes (comme contre la construction de centrales nucléaires), aident au développement de nouveaux syndicats militants..., mais pèsent peu nationalement.

L'issue du scrutin législatif aura d'importantes répercussions dans toute la région. L'État indien est le gendarme du sous-continent et les mouvements religieux d'extrême droite, anti-laïcs et identitaires, sont en pleine croissance dans les pays du voisinage.

Pierre Rousset

Le monde en bref

Italie La rue contre le gouvernement et l'austérité

Au moment même où nous défilions le samedi 12 avril, les rues de Rome résonnaient des mêmes slogans que ceux scandés à Paris. Une manifestation « contre l'austérité et la précarité » rassemblait plus de 20 000 personnes, à l'appel des mouvements sociaux.

Le nouveau décret gouvernemental « jobs act » accroissant la flexibilité, et le projet de « simplification du code du travail », cautionnés par les directions syndicales, sont à l'origine de cette mobilisation nationale, regroupant des mouvements aussi divers que les Notav (mouvement anti-TGV du Val d'Aoste), No Muos (contre la répression en Sicile), différents centres sociaux, ou des associations de défense du droit à l'avortement. Parmi les nombreuses banderoles émaillant le cortège, celle des étudiants « Des métropoles aux universités nous assiègerons l'austérité et la précarité »... « Maison Revenu Dignité »... Sous les ovations des manifestants, les Anonymous annonçaient l'attaque réussie du site de la présidence du Conseil, tandis que des bâtiments officiels étaient la cible de nombreux jets de détritus. Des affrontements très violents entre une partie des manifestants et la police anti-émeutes ont éclaté aux environs de Piazza Barberini faisant une trentaine de blessés.

En l'absence d'une riposte des directions du mouvement ouvrier à la politique d'austérité et de casse sociale du gouvernement Renzi, le mouvement social ne peut que compter sur lui-même pour créer ses propres organes de coordination. C'est ce qu'ont commencé à faire les manifestants à l'assemblée générale qui s'est tenue à Porta Pia et transformée en « campement des indignés ».

Palestine Du harcèlement quotidien aux sanctions économiques

Bien que les médias en parlent pas ou peu, les exactions de l'armée d'occupation se multiplient, notamment à Jérusalem dont la place des mosquées se voit chaque semaine systématiquement attaquée par l'armée sioniste.

Dernière provocation en date, le 20 avril, qui s'est traduite par de nombreux blessés et des actes de vandalisme dans un lieu de culte. En Cisjordanie, près d'Hébron, une ferme avicole est incendiée par des colons le 21 avril, tuant 3500 poulets... Ce genre d'incidents est quotidien et s'inscrit clairement dans un harcèlement systématique de la population palestinienne. Mais c'est sur le plan économique qu'Israël fait monter la pression. À la suite de la signature par la Palestine et la ratification de 13 traités de conventions internationales, l'État colonialiste met en place une nouvelle série de mesures de rétroactions : le blocage du reversement des taxes collectées par Israël pour le compte des Palestiniens. Cette mesure entraîne une perte directe de 80 millions d'euros par mois, soit les 2/3 des recettes budgétaires affectées notamment au paiement des salaires de 150 000 fonctionnaires. Le plafonnement des dépôts bancaires palestiniens dans les banques, constitue lui aussi un véritable acte de piraterie et de vol de fonds des Palestiniens... Israël vient également de suspendre sa participation au développement d'un champ gazier au large de Gaza.

Plus que jamais, les anticapitalistes doivent renforcer leur soutien au peuple palestinien en s'engageant davantage dans la campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions).

UKRAINE

Une victoire de Poutine, pour quelles suites ?

L'affirmation d'une « désescalade » diplomatique à Genève cache mal les incertitudes portant autant sur l'Ukraine que sur une nouvelle phase de l'ordre mondial.

Si l'hypothèse était que Poutine préparait dans les régions de l'Est de l'Ukraine le même scénario qu'en Crimée, il est certain que Genève est une « désescalade ». L'accord prévoit, sous surveillance d'une délégation de l'OSCE, que s'opère « le désarmement des groupes armés illégaux » et « l'évacuation des bâtiments occupés ». Et la négociation elle-même impliquait de fait une certaine reconnaissance par Moscou du gouvernement de Kiev, jusqu'à caractérisé comme issu d'un « coup d'État fasciste ». Mais il n'est pas évident que Poutine ait visé la sécession de ces régions, plus organiquement « ukrainiennes » que la Crimée, et leur rattachement à la Russie (et donc qu'il « recule »). On peut estimer que la réunion de Genève est plutôt une victoire



À Genève un accord sous l'égide des grandes puissances. DR

immédiate pour Poutine, avec le silence diplomatique sur la Crimée et la progression de l'option défendue par Moscou d'une forme ou d'une autre de « fédéralisation » de l'Ukraine. Une telle évolution peut n'être qu'une phase vers son éclatement, que celui-ci soit souhaité ou pas : on peut douter de la capacité des forces politiques dominant à Kiev à surmonter la défiance qu'elles suscitent et à unifier le pays... surtout si la Russie apparaît aux régions de l'Est (comme

l'UE dans l'Ouest) porteuse d'une situation sociale moins dégradée, alors que le pays est au bord de la cessation de paiement et soumis à « l'aide » du FMI...

Sur le terrain, une accalmie loin d'être assurée

Les « séparatistes » de l'Est refusent de rendre les armes tant que le gouvernement de Kiev – à leur yeux illégitime – reste en place. Au-delà de l'instrumentalisation par Moscou de ces contestations, on peut croire à

un véritable écart entre négociations au sommet et réactions populaires incontrôlées, comme ce fut le cas pour Maïdan. Les diplomates de Genève sont bien loin du terrain : comment tournera le dialogue entre Kiev et les populations de l'Est, et qui les représentent ? On ne sait pas non plus ce qu'il adviendra des tensions, entre le ministre de l'Intérieur et Pravyi Sektor qui nie avoir des armes illégales, ainsi qu'autour des barricades et campements de Maïdan qui demeurent en place. Poutine a sans doute poussé à l'offensive sanglante contre Maïdan qui a coûté son poste à Ianoukovitch. Sa récupération de la Crimée polarise les réactions de crainte ou de soutien d'une politique grand russe qui a exploité les fragilités du gouvernement de Kiev pour s'affirmer dans l'après guerre-froide face à un occident en crise.

Les enjeux intérieurs à l'Ukraine ne dépendent pas en premier lieu de ces enjeux géopolitiques, mais des mouvements sociaux et politiques. Le mouvement irrédentiste de Maïdan se heurte à l'absence d'alternative progressiste crédible dans tout le pays, en Russie et dans l'UE : c'est ce que nous devons construire. Catherine Samary

Au commencement des 18 mois qui ébranlèrent le Portugal

Organisés depuis quelques mois dans le cadre du Mouvement des forces armées (MFA), les capitaines parviennent le 25 avril à faire tomber la dictature. De nombreux putschs militaires avaient été tentés dans le passé. Si l'initiative du MFA parvient à ses fins, ce n'est pas simplement en raison de facteurs militaires et conjoncturels, mais parce que le régime salazariste – alors dirigé par Marcelo Caetano – a accumulé des contradictions qui l'ont progressivement affaibli.



Le 25 avril à Lisbonne. DR

Les contradictions du régime

Les guerres coloniales sanglantes menées depuis le début des années 1960 en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau, pèsent sur le budget de l'État portugais, bloquent le développement du pays et suscitent une colère croissante dans la jeunesse portugaise. La fin de l'autarcie économique, décidée au début des années 1960, provoque un afflux de capitaux étrangers et fait émerger une classe ouvrière urbanisée, qui lutte et s'organise malgré la répression. Les paysans privés de terre se battent pour leurs droits contre les intérêts des grands propriétaires terriens, particulièrement dans l'Alentejo où le PCP (Parti communiste portugais) est fortement implanté. Occupant une position dominée dans la division internationale du travail, de plus en plus dépendant des capitaux impérialistes, le Portugal est alors le pays le plus pauvre d'Europe. Non seulement les salaires moyens y sont nettement plus faibles qu'ailleurs, mais les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile sont les plus élevés du continent et un quart du peuple portugais – notamment les jeunes travailleurs – a pris la difficile décision d'émigrer.

La révolte des capitaines

C'est dans ce contexte que s'accroît la combativité du peuple portugais, aussi bien parmi les ouvriers d'industrie, les paysans que dans la jeunesse étudiante, et que va éclater la révolte des capitaines.

Le 25 avril, à 0 h 25, ces derniers parviennent à s'emparer de « Radio renaissance » et diffusent la

célèbre chanson *Grandôla, Vila morena*. Devenue ces dernières années le chant de celles et ceux qui refusent les cures d'austérité, cette chanson est utilisée durant cette nuit du 24 au 25 avril comme le signal de lancement de la mobilisation militaire. Radios, ministères et quartiers généraux des régions militaires sont rapidement assiégés puis investis par les troupes dirigées par le MFA. Un ultimatum est adressé à Caetano, qui finit par se rendre en posant une condition : que le pouvoir ne « tombe aux mains de la rue ». Le MFA se plie à ses exigences, en lui permettant de négocier directement avec le général Spínola puis en l'escortant, dans un blindé, pour qu'il puisse s'enfuir du pays sans être jugé pour ses crimes. Spínola est alors l'option de la bourgeoisie portugaise, dont une partie au moins souhaiterait une transition de type « gaulliste ». Ancien engagé dans la guerre d'Espagne du côté de Franco puis sur le front oriental en soutien des troupes nazies, il rassure la classe dominante parce qu'il souhaite non seulement une solution néocoloniale aux guerres menées sur le continent africain, mais aussi que le changement de régime n'ébranle en rien les intérêts du capital (national et étranger).

Le peuple en actes

Si le MFA offre alors le pouvoir sur un plateau au « général au monocle », ce n'est pas seulement qu'il se sent trop faible pour l'exercer, mais parce que son souci est alors d'éviter une irruption populaire, autrement

dit une révolution. Ainsi invite-t-il la population de Lisbonne, à travers une série de communiqués, à « garder son calme et à rentrer chez elle ».

Le peuple fraternise avec le MFA mais ne se soumet pas à cette recommandation et cherche par des actions spontanées à pousser l'avantage jusqu'à abattre l'ensemble des structures de répression héritées de la dictature. Garde nationale républicaine, police politique (PIDE), parti unique, bureaux de la censure, prisons : dès le 25 avril, toutes les institutions qui composent l'énorme appareil répressif du régime sont prises d'assaut par le peuple lui-même, qui devance généralement les militaires et les contraignent à prendre parti. Ainsi des prisonniers politiques, qui sont tous libérés sous la pression populaire alors que les militaires, notamment Spínola, auraient voulu garder enfermés ceux qui avaient commis des attentats contre la dictature.

U.P.



Des soldats durant la révolution des œillets. DR

Il y a 40 ans...

La « révolution des œillets »

un soulèvement populaire en Europe capitaliste

Le 25 avril 1974, une action militaire menée par des cadres intermédiaires de l'armée a fait tomber la plus vieille dictature d'Europe depuis la fin des années 1920.

Cette action des capitaines engendra une crise révolutionnaire qui, un an et demi plus tard, quand la classe ouvrière portugaise parvint à reprendre le contrôle de l'État, conduisit à affermir l'État. Généralement réduit à un simple épisode de l'activisme de minorités agissantes ou à des fêtes folkloriques (les fameux œillets que les militaires offrent aux militaires le 25 avril), ce soulèvement offre un aperçu saisissant de la capacité d'un peuple à lutter pour ses propres intérêts et à prendre dans sa capacité à forger son destin.

Révolution et contre-révolution

La rupture ouverte par le 25 avril va rapidement se muer en crise révolutionnaire, au sein de laquelle les militaires cherchent à maintenir leur domination sous une forme inchangée, et ceux d'en bas ne veulent plus être exploités. C'est donc bien une politique des exploités qui s'approfondit peu à peu, en reprenant le cours de la révolution, de dompter la combativité populaire et de l'enfermer sur les rails

L'épreuve de force

Du 25 avril à fin septembre 1974 s'affirme une première lutte de pouvoir entre Spínola, qui cherche à élargir son pouvoir, au nom de la « majorité silencieuse » mais au profit de la bourgeoisie, et un camp hétérogène composé de l'essentiel du MFA, des partis de gauche et des travailleurs eux-mêmes. Contre l'avis des directions réformistes (PCP et PS), ces derniers multiplient les grèves, dès le mois de mai, dans presque tous les secteurs (chantiers navals, mines, chimie, industrie automobile, construction, banques, etc.). De même, des initiatives sont lancées visant à occuper et reconverter des bâtiments inoccupés ou des villas possédées par les anciens dignitaires du régime salazariste, permettant notamment de loger les habitants des bidonvilles. À la campagne, les paysans commencent à occuper les vastes terres des latifundistes. Le 30 septembre, l'énergie révolutionnaire du prolétariat portugais a raison de Spínola et le contraint

Le 1^{er} Mai 1974 à Lisbonne. DR

à la démission. La révolution s'approfondit : des commissions de travailleurs s'organisent dans les secteurs les plus combatifs, et un processus de polarisation s'enclenche dans l'armée, parmi les soldats mais aussi au sein du MFA. C'est pour mettre un frein à l'agitation politique croissante et aux formes émergentes

d'auto-organisation, qu'un coup d'État est tenté le 11 mars 1975. La riposte est immédiate : l'intersyndicale appelle à la grève générale, le peuple sort spontanément dans les rues, de grandes manifestations unitaires sont organisées. À l'origine de cette nouvelle tentative d'en finir avec la révolution, Spínola est cette fois

tion

S »

ire dans

ste Dossier réalisé
par Ugo Palheta

aire menée par des
ée portugaise faisait
d'Europe, en place
Cette révolte des
naire qui ne s'acheva
se dominante
e du peuple et
n putsch militaire,
ramené à ses aspects
ue la population
ment offre pourtant
peuple à s'organiser,
ndre ainsi confiance

olution

ns où l'entendait Lénine: ceux d'en haut ne peuvent plus
être dirigés, passant à l'action pour imposer leurs propres
onse aux tentatives de la classe dominante d'arrêter le
de la modernisation capitaliste.

contraint à l'exil, emportant dans
ses bagages quelques grandes
familles capitalistes complices
de sa tentative de putsch.

Limites et reprise en main

Après le 11 mars s'ouvre une période d'accélération révolutionnaire: les commissions de travailleurs se développent, imposant des augmentations de salaire, une épuration du personnel de direction, des nationalisations, etc. Des commissions d'habitants voient le jour et font naître des comités de quartiers. La politisation des soldats s'accroît, sous la pression des mouvements de masse hors des casernes. Les occupations de terre se multiplient à la campagne. Devenu le centre incontesté du pouvoir réel mais pris entre un appareil d'État affaibli et des mouvements de masse de plus en plus radicaux, le MFA se scinde progressivement en fractions distinctes, polarisées par les courants politiques divers qui s'expriment alors dans la société portugaise.

Depuis la révolution, l'État au secours des classes dirigeantes

Durant une quinzaine d'années après la révolution, le système économique portugais s'est distingué par une forte intervention étatique, avec une classe dominante encore affaiblie et incapable, politiquement et financièrement, de prendre possession d'entreprises publiques concentrées et de grande dimension. L'État assume alors non seulement la gestion du système économique mais un rôle historique d'incubateur et de protecteur de la bourgeoisie portugaise. C'est ainsi sous direction étatique que s'opère la reconstitution du pouvoir de la bourgeoisie.

La fin de cette période de transition est marquée par l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) en 1986. Tout au long des années 1980 se renforce une dépendance externe liée à un modèle fondé sur les bas salaires et sur une spécialisation dans des secteurs intensifs en main-d'œuvre et caractérisés par de bas niveaux technologiques. Cette réalité se maintient depuis, malgré la massification de l'université et du système d'enseignement dans son ensemble (l'analphabétisme s'établissait à 40% en 1974). La croissance économique accélérée entre 1974 et 2004 (3,5% par an en moyenne) s'est appuyée pour l'essentiel sur l'exploitation accrue du travail, en particulier des femmes.

L'Europe des privatisations

L'intégration européenne et la majorité absolue obtenue par Cavaco Silva (PPD/PSD, droite) créent les conditions d'un cycle de privatisations, avec les nécessaires



Avril 1974. DR

révisions constitutionnelles qui suppriment l'«irréversibilité» légale des nationalisations. La droite, et le PS après elle, livrent aux vieilles familles capitalistes issues de la dictature (Champalimaud, Espírito Santo, Mello) le contrôle d'une part essentielle du secteur bancaire, structure stratégique pour la conduite financière de la phase suivante des privatisations. C'est ainsi grâce aux banques privatisées que les groupes économiques (Sonae, Amorim, Jerónimo Martins, construction civile), anciennement ou récemment constitués, vont pouvoir réaliser les grandes affaires du tournant du siècle, s'appropriant les rentes de monopole des secteurs de l'énergie, des télécommunications, de la grande distribution et de l'immobilier. C'est précisément sur l'immobilier et la construction que s'appuie la demande interne dans cette période de compression salariale. Cette politique est rendue possible par la facilitation de l'endettement des familles associée à celui des banques privées portugaises, et plus largement européennes. Entre 1991 et 2010, le nombre de logements individuels croît au Portugal à la vitesse moyenne de 80 000 nouveaux logements par an, l'équivalent d'une ville comme Coimbra. Ce modèle s'est fondé sur un fort investissement public, essentiellement orienté vers des travaux d'infrastructures et des dépenses inflationnistes, comme ce fut le cas avec les stades de football construits en 2004 en prévision du championnat d'Europe. La stratégie néolibérale, imposée dans le cadre de l'Union européenne, affaiblit l'économie portugaise, en la rendant de plus en plus dépendante des capitaux étrangers, de plus en plus soumise et endettée. Ses capacités d'exportation sont compromises par les conditions d'adhésion au modèle unique, alors que l'investissement étranger se limite à des chaînes de montage à faible valeur ajoutée.

La classe dominante cherche à se ménager une position confortable dans une économie vulnérable à la récession, qui a implosé sous les effets de la crise financière de 2008 et de la spéculation internationale sur la dette publique portugaise.

La contre-révolution sociale

Le reste de l'histoire est connue: l'intervention étrangère de 2011 a initié une contre-révolution sociale d'une ampleur inattendue et un processus de transfert de richesses sans précédent dans l'histoire nationale. Les secteurs protégés de l'économie continuent à produire des fortunes croissantes, alors que dans le même temps, la part de la population qui vit en-dessous du seuil de pauvreté est passée depuis 2009 de 18% à 25%. L'action de la troïka a enclenché le cycle le plus intense de privatisations depuis la révolution, livrant au capital étranger les aéroports, le contrôle du système énergétique, un tiers du marché des assurances, et la poste. Or la liste des privatisations prévues pour 2014 s'étend des transports jusqu'aux lignes ferroviaires de banlieue en passant par le traitement des déchets. Le nombre de chômeurs se trouve (mal) déguisé par les initiatives étatiques qui suppriment des statistiques une proportion significative des travailleurs privés d'emploi, et surtout par l'exil forcé de plus de 100 000 Portugais par an. Dans le même temps, parmi ceux qui ont conservé un emploi, plus de la moitié a subi des coupes allant jusqu'à 23% du salaire ou reçoivent le salaire minimum. Il y a au Portugal 5,5 millions de personnes capables de travailler: 1,2 million sont au chômage ou ont émigré, presque un million travaille moins de dix heures par semaine, alors qu'un autre million travaille plus de quarante heures par semaine.

De Loures, Jorge Costa (journaliste et membre de la direction du Bloc de gauche au Portugal)

Chronologie de la révolution portugaise

1974

25 avril | Putsch militaire dirigé par le MFA (Mouvement des forces armées) et formation d'une «junte de salut national».

1er mai | Énormes manifestations populaires dans toutes les villes du pays, particulièrement Lisbonne et Porto.

15 mai | Le général Spínola est investi des fonctions de président de la République.

10-18 juillet | Coup de force manqué de Spínola afin de monopoliser le pouvoir. Le MFA s'interpose et impose le colonel Vasco Gonçalves à la tête du deuxième gouvernement provisoire.

26 août | Accord fixant l'indépendance de la Guinée-Bissau au 10 septembre 1974.

5 septembre | Accord fixant l'indépendance du Mozambique au 25 juin 1975.

28-30 septembre | Nouveau coup de force de Spínola qui appelle à une manifestation de la «majorité silencieuse». Le peuple organise des barricades aux entrées de Lisbonne, et pousse Spínola à la démission, auquel succède le général Costa Gomes.

28 octobre | Création d'un conseil supérieur du MFA (dit «conseil des vingt»), qui va jouer le rôle d'organisme suprême du mouvement.

1975

14 janvier | Grande manifestation à Lisbonne pour l'unité syndicale.

15 janvier | Accord fixant l'indépendance de l'Angola au 11 novembre 1975.

6 février | L'assemblée du MFA décide l'institutionnalisation du mouvement.

11 mars | Tentative de putsch de la droite, notamment à l'initiative de Spínola. Des avions et des hélicoptères attaquent la caserne du 1^{er} régiment d'artillerie légère. La mobilisation des ouvriers et des soldats permet d'empêcher le coup d'État.

13 mars | Le MFA crée un Conseil de la révolution qui amorce un tournant à gauche (annonce de la nationalisation de banques et de grandes entreprises).

25 avril | Élection de l'Assemblée constituante (large victoire de la gauche, et en son sein du Parti socialiste portugais, avec 37,9% des voix).

Mai-juin | Crise de gouvernement.

Juin-juillet | Adoption par le MFA du «Plan politique d'action» et du «document guide».

10 juillet | Démission des ministres socialistes puis des ministres du PPD (droite).

16 juillet | Manifestation des commissions de travailleurs mais aussi de soldats, avec pour la première fois la présence de six blindés dans le cortège.

7-10 août | Neuf membres du Conseil de la révolution publient un document hostile, non seulement au PCP, mais à l'approfondissement de la révolution. Ce manifeste dit des «neufs modérés», soutenu par Mario Soares (principal dirigeant du Parti socialiste) divise profondément les forces armées.

13 août | Un groupe d'officiers du Copcon (commando des opérations militaires sur le continent) publie un document préconisant une «alternative de gauche», qui renvoie dos à dos les «neuf modérés» et le PCP.

20 août | 50 000 manifestants à Lisbonne à l'appel de l'extrême gauche et des commissions de travailleurs et d'habitants (moradores).

5 septembre | Assemblée générale du MFA qui, dans des conditions houleuses, écarte Vasco Gonçalves (réputé proche du PCP) de ses fonctions à la tête des forces armées.

25 septembre | Manifestation importante de soldats, à l'appel du mouvement «Soldats unis vaincront» (SUV), récemment créé et dans lequel l'extrême gauche dispose d'une forte audience.

7-8 octobre | Montée des tensions entre gouvernement et mouvements sociaux. Des milliers d'ouvriers assiègent le ministère du Travail, contraignant le gouvernement à satisfaire leurs revendications.

13 novembre | Grande manifestation d'ouvriers du bâtiment, qui décident de séquestrer les députés et le Premier ministre au siège de l'Assemblée constituante, et les contraignent à une augmentation de salaire de 44%.

16 novembre | Importante manifestation contre le gouvernement, organisée par le PCP et l'extrême gauche.

20 novembre | Devenu impuissant, le gouvernement décide de suspendre ses activités, et demande aux responsables de l'armée de «remettre de l'ordre».

21 novembre | Le Conseil de la révolution décide de démettre le principal dirigeant de la gauche du MFA, Otelo de Carvalho, de sa fonction (décisive) à la tête du commandement de la région militaire de Lisbonne. Il est remplacé par l'un des «neufs modérés».

25-26 novembre | Coup d'État qui rassemble la droite (PPD et CDS), le PS et la haute hiérarchie militaire («groupe des neufs»), leur permettant de reprendre le contrôle du pays. Le PCP et la gauche du MFA refusent la confrontation au moment décisif. La révolution ne s'en relèvera pas.

FAGORBRANDT Sauvé ou démantelé avant délocalisation complète?

Montebourg présente comme une victoire la reprise de FagorBrandt par Cevital, le plus grand groupe privé d'Algérie, dont le patron est milliardaire ! Alors que près de 600 emplois sont détruits et les usines des appareils électroménagers du lavage condamnées...

En effet, les repreneurs des sites de La-Rochesur-Yon et Aizenay (en Vendée) n'ont obtenu qu'une sous-traitance temporaire pour Cevital, en attendant une hypothétique réindustrialisation. Et Cevital, nouveau propriétaire des marques les plus renommées, n'a pas caché son intention de continuer la délocalisation des productions, en Algérie cette fois.

Son patron indique sur le site *Algerie-focus.com* : « On peut aujourd'hui aller faire son marché en Europe et acquérir des usines entières pour une bouchée de pain, à l'image de ce que nous avons fait avec Oxxo ». Oxxo, usine de menuiserie à Cluny en Saône-et-Loire, a été acquise l'an dernier par Cevital, après 118 licenciements. Les salariés y faisaient grève le mois dernier, suite à l'annonce du blocage des salaires, mais c'est surtout le manque d'investissement qui les inquiète... alors que vont démarrer les mêmes fabrications à Bordj Bou Arreridj, dans le Nord de l'Algérie. Dans ce cadre, à quoi vont servir les 47,5 millions d'euros prêtés par le gouvernement pour la reprise de FagorBrandt ?

Sauvegarde de l'emploi et de l'environnement

Les licenciements et le démantèlement n'ont pas été empêchés par la mobilisation des salariés, car ceux-ci se sont laissés diviser entre les sites. Le pire étant pour les 400 Lyonnais, dont la majorité avait accepté la vente de leur usine par FagorBrandt en 2011, pour une prétendue réindustrialisation qui fut un fiasco complet. Trois ans plus tard, 97% du chiffre d'affaires dépend toujours de la sous-traitance de lave-linge, vendus en parallèle avec ceux fabriqués de plus en plus nombreux en Pologne !

Du coup, ces salariés sont plus méfiants et s'accrochent à leur production, en proposant de la reprendre en l'associant avec du remanufacturing : récupération des composants réutilisables sur les machines à laver usagées. Un projet novateur et écologique, mais rejeté par les pouvoirs publics locaux qui comptent sur des repreneurs privés pour investir dans les voitures électriques, malgré la suppression d'emplois que cela engendrera...

Recycler les déchets et concevoir des appareils durables, voilà une raison de plus pour la mise en place d'un pôle public de l'électroménager, pour celles et ceux qui défendent vraiment la sauvegarde de l'emploi et de la planète.

Correspondante

CARQUEFOU (44) Un carnage social

Les salariéEs encore victimes de la rapacité des patrons !
Le cigarettier Seita, filiale de la multinationale Imperial Tobacco a annoncé mardi 15 avril la fermeture du plus grand site de fabrication de cigarettes en France, à Carquefou, près de Nantes.

À ces 327 suppressions d'emplois s'ajoutent celles du centre de recherche de Bergerac (30 salariés) et du site de production de Nottingham, en Angleterre (600 salariés), qui seront démantelés. Dans le même temps, 130 emplois seront relocalisés sur les sites polonais et allemands. Pour les patrons, les affaires continuent !

Depuis qu'elle a été privatisée en 1995, les fermetures de sites se sont multipliées à la Seita et le scénario reste le même. Des salariéEs et leurs familles sont sacrifiés sous prétexte de course à la compétitivité. Car si les ventes



du groupe sont en recul en Europe, le groupe est largement bénéficiaire dans le monde et reste le numéro 4 mondial des cigarettiers. Imperial Tobacco a d'ailleurs réalisé en 2013 un profit de 3,85 milliards

d'euros (en hausse de 1%) et son dividende par action a augmenté de 10%.

En marche pour l'emploi

C'est bien pour continuer d'augmenter ses profits sur

ses marques les plus rentables et sur les marchés en croissance que le groupe a lancé un plan d'économies de 385 millions d'euros d'ici à 2018, dont 72 millions cette année. Un site pourtant viable et rentable comme celui de Carquefou fait les frais de cette logique.

Mais les salariéEs sont bien décidés à ne pas se laisser sacrifier sur l'autel du profit. Un front de lutte s'organise avec les salariéEs de chez Trelleborg, l'usine d'à côté, où la direction a annoncé début avril un projet de restructuration qui devrait supprimer 95 emplois sur 290. Mercredi 16 avril, plus de 300 salariéEs venant des deux sites se sont rassemblés. À l'appel de la CGT, une marche pour l'emploi se déroulera mercredi 23 avril au départ de la Seita. Les militants du NPA 44 s'associent à cette initiative.

Sandra Cormier

« À la santé » des actionnaires

MEDEF

C'est aujourd'hui dans les bureaux du Medef que s'élabore, pour l'essentiel, la politique du gouvernement Hollande. Aussi, la publication, par l'organisation patronale, d'une « contribution à la stratégie nationale de santé »¹, programme détaillé d'une contre-réforme de l'assurance maladie et de l'hôpital doit retenir toute notre attention...

Dans ce document, le patronat avance, pour 2017, un « projet-cible » de privatisation de la santé. S'appuyant sur les brèches déjà ouvertes, il définit également un programme de 22 mesures immédiates pour y parvenir.

La stratégie des « 3 piliers »

Pour le Medef, il est nécessaire de passer du « modèle étatique » actuel (un terme particulièrement mal choisi, puisque la Sécurité sociale reste à l'heure actuelle une institution autonome de l'État, financée par des cotisations sociales et non par les impôts), reposant essentiellement sur un « pilier » public, à un modèle « concurrentiel » s'appuyant avant tout sur des assurances et des cliniques privées.

Jugeant toutefois que « les acteurs publics et privés ne paraissent pas à ce stade suffisamment préparés », le Medef définit pour l'immédiat un « modèle réaliste », étape intermédiaire de la privatisation.

La Sécurité sociale (« pilier » public aujourd'hui encore prépondérant) devrait désormais se cantonner au remboursement d'un « panier de soins » très réduit assurant une couverture minimum.

Les assurances constitueraient alors les deux « piliers » déterminants de la couverture maladie. Elles couvriraient de manière obligatoire les salariéEs du secteur privé, au-delà du minimum assuré par la Sécurité sociale (deuxième pilier). S'y ajouterait un « troisième pilier », une assurance volontaire et individuelle, pour ceux qui auront les moyens de s'offrir le luxe d'une assurance dite « complémentaire ».

Ainsi s'ouvrira largement un marché de l'assurance et de

l'hospitalisation privée qui, comme celui de l'industrie pharmaceutique, a vocation à s'étendre et à être source de profits et de dividendes pour les actionnaires.

actes lourds, non rentables. Le secteur privé pourrait exploiter à sa guise les « segments » les plus lucratifs (notamment la chirurgie « ambulatoire », celle

entend dissuader les malades d'accéder aux soins par des obstacles financiers lourds (« jour de carence » ou un forfait trimestriel de 10 euros non remboursable).



Dans la manifestation du 12 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Le programme de la privatisation

Les 22 mesures proposées par le Medef s'inscrivent dans cette perspective : relevons ici quelques-unes des plus scandaleuses. Concernant l'hôpital public, il faudra selon le document « recentrer l'hôpital sur la prise en charge des cas lourds et complexes et les urgences avérées ». Ainsi, l'hôpital se cantonnerait aux missions de service public, aux

qui ne nécessite pas de séjourner à l'hôpital). Pour le Medef, ce « recentrage » doit s'accompagner de la suppression massive de lits hospitaliers, avec à la clé la disparition de milliers d'emplois publics.

Le Medef préconise la mise en concurrence stricte du public et du privé par la « convergence tarifaire » entre les deux secteurs, et l'autonomie complète des établissements publics qui, s'ils sont « déficitaires », doivent être mis en « quasi-faillite » (sic!) et pourront ainsi être « repris » par des groupes privés.

Le Medef met aussi lourdement l'accent sur la « responsabilisation » financière du patient. Il

Si aujourd'hui le patronat se sent des ailes pour avancer des projets aussi scandaleux, c'est que, après Chirac et Sarkozy, le gouvernement « socialiste » s'inscrit déjà très largement dans cette logique de privatisation de la santé.

Il faut en faire connaître les dangers pour créer des mobilisations des personnels hospitaliers et des usagers qui, telles les « marées blanches » dans l'État espagnol, pourrons imposer des reculs au gouvernement.

J.C. Delavigne

¹ - <http://www.medef.com/medef-tv/actualites/detail/article/il-est-urgent-de-changer-de-cap-pour-ameliorer-lefficiency-du-systeme-de-sante.html>

POSTIERS DU 92 -----

Après plus de 80 jours de grève, la direction doit plier

Le 29 janvier, suite au non-renouvellement du contrat unique d'insertion d'une factrice de Rueil, 87% des facteurs de ce centre partaient en grève reconductible pour exiger l'embauche des précaires injustement congédiés. 84 jours plus tard et après bien des péripéties, la grève pour la titularisation des précaires, contre les suppressions d'emplois, contre les tâches supplémentaires non payées et pour une prime de vie chère continue...

Elle touche trois centres de distribution en majorité (Rueil, La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Gennevilliers) et

d'autres bureaux où des minorités significatives sont en mobilisation (Courbevoie, CTED de Colombes, Asnières...).

JEUNESSE

Les sales coups que l'on nous prépare

Hollande avait fait de la jeunesse la priorité de son quinquennat. On comprend mieux aujourd'hui ce qu'il entend par là...

Au lendemain du 12 avril, première manifestation progressiste contre ce gouvernement, il fuit dans les médias que le nouveau Premier ministre envisagerait de supprimer les APL (aides personnalisées au logement) pour les étudiantEs non boursiers. Les APL sont une aide essentielle pour les étudiantEs qui sont souvent obligés de quitter le domicile familial pour étudier. Le logement représentant la plus grosse dépense d'un étudiantE, et avoir 100 ou 200 euros d'aides permet tout simplement à la plupart des étudiantEs de pouvoir étudier. C'est aussi la seule aide dont un étudiant peut bénéficier sur la base de sa situation propre, contrairement aux bourses qui sont calculées par rapport à la situation de ses parents. Remettre en cause les APL, ce n'est pas un coup dur pour les classes moyennes, comme l'ont beaucoup dit les médias, c'est tout simplement empêcher des centaines de milliers de jeunes d'accéder aux études supérieures et à l'autonomie ! Sentant que cela ne passerait pas, le gouvernement a fini par annoncer qu'il ne toucherait pas aux APL des étudiantEs. Il faut dire que dès « l'annonce », toutes les organisations étudiantes, y compris celles réputées proches du Parti socialiste, avaient déclaré que si ce type de projet voyait le jour, ils n'hésiteraient pas à manifester et à mobiliser les étudiantEs.

Ballons d'essai

Il ne s'agit pas là d'un couac de communication au sein du gouvernement mais bel et bien d'une tentative de faire passer un projet que les gouvernements précédents ont aussi voulu mettre en œuvre : la suppression des APL. Depuis le discours d'investiture de Valls, plusieurs ballons d'essai ont été envoyés par le gouvernement concernant la jeunesse, comme celui du Smic jeunes. La semaine dernière, Pierre Gattaz avait déclaré qu'il était favorable à l'idée d'un Smic jeunes. C'est également l'idée que défendent les trois économistes libéraux qui ont déjeuné avec Hollande à l'Élysée cette même semaine. Sûrement une coïncidence...

Une autre idée circule aussi dans les couloirs de Matignon : augmenter les frais d'inscription à l'entrée de l'université (actuellement à 400 euros). Comme les deux exemples précédents, il s'agit d'attaques qui reviennent régulièrement, quel que soit le gouvernement, pour une politique qui revient à dire que les jeunes seraient un poids pour la société. Pourtant, ces trois mesures – APL, Smic jeunes et augmentation des frais de scolarité – sont celles qui sont le plus rejetées par les jeunes et leurs organisations, car elles représentent l'instauration d'une inégalité profonde entre eux et le reste de la société. Elles ont d'ailleurs souvent été le motif de grands mouvements de la jeunesse. Les



Des lycéens manifestent le 18 mars 2014. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

derniers modèles de Smic jeunes (CIP en 1994 et CPE en 2006) ont donné lieu de grandes grèves de la jeunesse bousculant les gouvernements qui voulaient les appliquer.

Le gouvernement Valls a pour l'instant réfuté qu'il envisageait ces mesures. Il nous teste... alors soyons à la hauteur !

Mina Deneuf

MAËL-CARHAIX (22) La solidarité contre les licenciements

Mercredi 16 avril, les 53 salariéEs de l'abattoir de Penalan dans le centre de la Bretagne ont reçu le soutien moral, politique et financier d'une délégation du NPA et de la liste « Une vraie gauche pour Carhaix ».

Cette délégation était conduite par notre camarade Matthieu Guillemot, conseiller municipal de la ville de Carhaix. Ce jour-là, l'ensemble des ouvrierEs venaient juste de recevoir leur lettre de licenciement. Très brutalement. À quoi donc a servi le fameux « pacte d'avenir » pour la Bretagne signé par la majorité PS/PCF du conseil régional et approuvé par la CFDT et la CGT au nom du dialogue social ? Certainement pas à l'avenir des salariéEs car une fois de plus, des salariéEs bretons de l'agro-industrie seront jetés à la rue comme de vulgaires kleenex usés... Employée depuis plus de 20 ans dans cet abattoir, une salariée dit : « C'est une triste journée, mais les soutiens font du bien... »

Engager le combat pour l'emploi

En plus du soutien de notre délégation, les employéEs ont pu apprécier le geste de solidarité d'une ouvrière de Marine-Harvest, elle aussi licenciée, qui a puisé dans sa prime



Le pôle ouvrier des Bonnets rouges. DR

de licenciement pour aider celles et ceux de l'abattoir de Penalan.

Dénonçant la politique des actionnaires, Matthieu a appelé à la lutte et à la solidarité, répétant avec force que « les seuls combats que l'on est sûr de perdre sont ceux que l'on ne mène pas ». Il a aussi dénoncé la politique du PS qui laisse faire : « Que fait la députée ? Que fait le conseiller général ? Que fait la région ? Ils ont toutes les manettes en mains. »

Une soirée festive et solidaire a déjà été organisée le vendredi 18 avril.

Correspondant

ROMS Guerre aux autres, chasse aux pauvres



DR

La semaine passée, une note interne au commissariat du huppé 6^e arrondissement de Paris demandait de « localiser les familles roms vivant dans la rue et de les évincer systématiquement »...

Indignation ici ou là. La préfecture confirme avoir donné des directives en ce sens mais regrette « une facilité de langage malheureuse ». Le nouveau ministre de l'Intérieur s'empresse d'indiquer que la consigne « a été rectifiée », sans autre précision. On pourrait donc en rester là, sauf à s'attarder sur ce que cette « affaire » met au grand jour. Stéphane Le Foll nous y aide. En réponse, le jour même sur RTL, à une question d'un auditeur dénonçant « les conditions épouvantables » dans lesquelles vivent « ces pauvres gens » et concluant : « qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour arrêter l'invasion de ces camps de Roms qui sont de véritables bidonvilles ? », le porte-parole du gouvernement nous rassure en deux temps. Tout d'abord il constate : « je ne crois pas qu'il y a à dire ce matin qu'il y a une invasion et qu'il y aurait une augmentation de nombre de Roms qui arriveraient aujourd'hui ». Ensuite, il prône « un tout petit peu de rationalité » (!), soit : « Il faut chercher à les faire retourner d'où ils viennent, en Roumanie ou en Bulgarie et, deux, il faut éviter qu'il y en ait qui reviennent ou qui viennent. » Et de relever, au-delà de l'inévitable « fermeté », la nécessité de la « dimension humaine, parce que tout ça, c'est des êtres humains » (sic).

Le rejet comme politique

Ainsi est assumée la poursuite d'une politique d'ostracisme. On observera que lorsque la préfecture prétend se justifier par le souci d'éviter aux enfants de dormir dans la rue, elle fait preuve d'une formidable hypocrisie. Ces enfants ont pour une grande part été expulsés de camps démantelés autour de Paris, donc si la circulaire prévoyant un relogement était appliquée, le problème ne se poserait pas.

Force est enfin de reconnaître que celles et ceux qui sont visés par cette politique le sont certes à partir d'un vieux fond raciste, nourri de multiples mythes, mais surtout dans le cadre d'une impitoyable guerre aux pauvres qui ne s'arrête pas aux « frontières » des beaux quartiers. N'oublions pas que l'absence de « ressources suffisantes » peut valoir une obligation à quitter le territoire (OQTF), même à un ressortissant de l'Union européenne. Il ne s'agit pas seulement d'éviter une « charge » pour l'assistance sociale : les capitalistes entretiendront toujours le fantasme des « classes dangereuses » !

François Brun

Action commune avec les intermittents et précaires

Mercredi 16 avril, les postiers grévistes du 92 se sont rendus dans le plus gros centre de distribution du pays : la Poste du Louvre, où travaillent près de 300 facteurs. Ils n'étaient pas seuls : ils étaient accompagnés d'un groupe d'intermittents et précaires, en lutte contre la réforme de l'Unedic. Ensemble, ils se sont adressés aux facteurs des quatre premiers arrondissements parisiens. L'objectif ? Populariser l'objectif d'une AG des postiers de région parisienne, pour discuter de comment surmonter l'émiettement des luttes des postiers, qui se mènent métier par métier, centre par centre, et même service par service. Et montrer qu'il est possible de lutter côte à côte, chômeurs-précaires-postiers et intermittents.

Déjà une défaite pour La Poste...

Pendant plus de 8 semaines, la direction de La Poste a refusé toute négociation avec les grévistes du 92. Elle cherchait à faire la preuve que la lutte ne servait à rien, que chercher à unir les forces de plusieurs bureaux ne menait à aucun résultat. La Poste se donnait également comme objectif de licencier les principaux animateurs de SUD Poste 92 et d'affaiblir durablement une organisation syndicale qui refuse le petit jeu du « dialogue social ». Elle a déjà échoué sur ces deux plans.

Pourquoi ? Les grévistes ont arraché lors des négociations qui se tiennent depuis deux semaines des avancées sur des questions que la direction présentaient au début du conflit comme « non-négociables » : deux des quatre collèges précaires ont décroché un

CDI, la direction propose un calendrier de report des réorganisations de Rueil et Courbevoie... Et sur les sept procédures de licenciement engagées par la direction dans le cours du conflit, deux ont été purement et simplement abandonnées, et une n'aboutira pas sur un licenciement.

... mais pas encore une victoire pour les grévistes

Cependant, la direction cherche à faire traîner en longueur les négociations. Elle refuse de lâcher sur un compromis acceptable pour les grévistes. En prolongeant le conflit, elle veut épuiser les grévistes.

Mais par son refus, la direction a poussé les grévistes à étendre leur grève, à populariser leur conflit au-delà des frontières des Hauts-de-Seine et à tisser

des liens de solidarité forts entre les bureaux concernés par la grève, des liens qui subsisteront au-delà du conflit. Pour l'heure, les grévistes sont sûrs

d'une chose : ils ne reprendront pas le travail sans avoir obtenu des avancées substantielles.

Correspondant

Le cortège des postiers, intermittents et précaires dans la manifestation du 12 avril. PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE





Les comités en action!

Paris Troisième fête anticapitaliste

Organisée par le NPA Paris, la fête anticapitaliste aura lieu le samedi 3 mai, salle Olympe-de-Gouges, dans le 11^e arrondissement.

Pour sa 3^e édition, la fête se placera sous le signe de l'internationalisme: un meeting et des tables rondes avec des invités internationaux venus d'Espagne, de Grèce, d'Ukraine, de Belgique, de Syrie ou de Tunisie... L'occasion de faire le point sur les révolutions arabes mais aussi sur les récentes mobilisations en Bosnie et sur la situation en Ukraine. Ce sera également un bon moyen de lancer la campagne européenne en Île-de-France à trois semaines du scrutin.

Cette année, le NPA Paris a renforcé les aspects culturels et festifs du programme. La journée commencera par une projection débat du film «*Le grand retournement*» en présence de son réalisateur, Gérard Mordillat. Suivront tout au long de la journée une pièce de théâtre (sur la fermeture de l'usine Chausson à Gennevilliers), plusieurs concerts (Balbino Medellin, Refugees of rap et Zyriab), des expos (sur juin 36 par l'association Radar et sur le Rwanda par l'association Survie), des séances de dédicaces au stand de la librairie La Brèche...

Comme chaque année maintenant, un espace enfants avec une prise en charge et des activités proposées par des animateurs, un spectacle en fin d'après-midi pour petits et grands (à partir de 5 ans), un village associatif/syndical/politique, une buvette, des repas toute la journée...

L'entrée est à prix libre (prix conseillé: 10 euros / 5 euros en fonction des revenus). Intégralité du programme: www.npa-paris.org

La brochure

Non au pacte de «responsabilité», «La Sécu, elle est à nous»!

est disponible



Vous pouvez vous la procurer:

- Apurés des militantEs du NPA et à la librairie **La Brèche** à Paris au prix de deux euros.
- Par correspondance pour trois euros (port compris) à: **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à: diffusion.presse@npa2009.org

Campagne financière

Donnons-nous les moyens d'être présents aux Européennes

Cette semaine, nous déposons cinq listes pour les élections européennes du 25 mai; sous l'intitulé: « Pour une Europe des travailleurEs et des peuples, envoyons valser l'austérité et le gouvernement! »

Ces listes seront conduites par Olivier Besancenot dans l'Île-de-France, Christine Poupin dans le Nord-Ouest, Philippe Poutou dans le Sud-Ouest, Gaël Diaferia dans l'Est et Pierre Le Ménahès dans l'Ouest.

Pour nous, cela correspond à un gros effort militant et financier puisque l'impression et la livraison du matériel électoral officiel sont laissées à la charge des listes candidates, en plus du coût de la campagne elle-même: une sélection par le fric qui frappe les courants minoritaires.

Contre le gouvernement, face aux partis qui défendent l'Europe capitaliste, cette Europe de l'austérité et du chômage, pour faire connaître nos idées, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, notre propre mobilisation, celle de tous nos amiEs et camarades qui veulent défendre une politique répondant aux intérêts des classes populaires, par delà les frontières. C'est aussi la seule réponse à l'extrême droite et à ses ambitions arrogantes pour dénoncer le piège du repli national.

Réussir collectivement notre pari

En relevant le défi d'être présent dans cette campagne qui rencontre une grande indifférence dans les milieux

populaires, nous faisons un pari: que l'envie de faire entendre une autre voix, internationaliste, de dire à tous les politiciens de gauche, de droite ou d'extrême droite qui servent ou rêvent de servir la bourgeoisie, notre colère et notre révolte, l'emporte sur l'abstention. Dans le combat pour les idées révolutionnaires et internationalistes, l'abstention n'est pas possible, et la résignation hors de propos. Le rejet des politiciens professionnels, la colère contre leur politique, la révolte contre leur système sont autant de raisons de nous battre, et il faut donc aussi se battre pour nous donner les moyens matériels, financiers, de nous faire entendre.

Nous sommes engagés dans la campagne, et nous devons faire face aux échéances. Notre campagne politique suscitera bien des sympathies, des sympathies actives, des votes le 25 mai, mais dès maintenant, il faut des dons, des sympathies sonnantes et trebuchantes...

Nous avons déposé nos listes, donnons-nous maintenant les moyens de faire la meilleure campagne possible!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

Rencontre

FRONT DE GAUCHE Fin de non recevoir

À la suite de la lettre que nous avons adressée au Front de gauche et à Lutte ouvrière, une rencontre avec différentes composantes du Front de gauche (PCF, PG, Fasse et PCOF) s'est donc tenue le mardi 15 avril.

Dans cette lettre, nous analysons le rapport de forces comme fortement dégradé pour le monde du travail. Le désaveu du gouvernement PS/Medef, le rejet des politiques d'austérité, le désespoir souvent engendré par l'aggravation du chômage et de la précarité, s'est traduit aux municipales par la montée des idées réactionnaires de la droite et de l'extrême droite en l'absence de riposte de masse des salariés. D'où l'importance de réussir le 12 avril comme première reprise de la rue et de l'initiative. D'où aussi la volonté du NPA d'être présent dans les élections européennes et le souhait de constituer des listes unitaires avec toutes les forces politiques qui veulent se situer en opposition au gouvernement, à la droite et à l'extrême droite. L'idée est de «rassembler contre les politiques européennes d'austérité, et pour une Europe de la solidarité et de la coopération entre les peuples», écrivions-nous.

Lors de la rencontre, nos interlocuteurs ont jugé notre démarche «importante», porteuse d'un réel «espoir»: dans la situation marquée



PHOTO THÈQUE ROUGE / JEAN GAUTIER

par la déroute du PS, la montée de la droite et de l'extrême droite, la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et la nomination de Valls, il est urgent de réagir ensemble. Le succès du 12 avril qui a rassemblé des dizaines de milliers de manifestantEs est à mettre en lien avec l'accélération de la dégradation de la situation politique et sociale. Mais ce succès a aussi été rendu possible grâce au nombre important des forces associatives, syndicales et

politiques qui appelait ensemble. L'aspiration à l'unité est donc forte.

Pas de débat

Lors de cette rencontre, nous avons dit qu'une démarche unitaire nous paraissait plus adaptée à l'échelle de ces échéances européennes qu'à celle des municipales où les composantes du Front de gauche avaient eu des positionnements différents, en particulier par rapport au Parti socialiste, et que nous pouvions partager des

orientations proches concernant l'Europe que nous voulons.

Nous avons énoncé les grandes lignes d'un programme européen d'urgence sociale et écologique, de solidarité, d'égalité des droits, autour desquelles nous aurions pu ouvrir le débat, mais les représentants du Front de gauche ont estimé notre démarche tardive car elle arrivait à la fin de trois mois de négociations internes sur leur programme, et que maintenant la campagne allait être lancée puisque le calendrier l'imposait: «*Les délais ne sont pas un prétexte mais il faudrait du temps pour des discussions politiques sérieuses.*» Le Front de gauche sera donc présent dans toutes les circonscriptions avec l'espoir «*de bouleverser le rapport de forces derrière Tsipras, qui sera candidat à la présidence de la Commission européenne.*»

Ils nous ont dit rester disponible pour envisager des suites au 12 avril, des suites qui ne peuvent être une journée isolée, et ouvert pour des rencontres avant d'autres échéances électorales. Mais concrètement, pour les élections européennes, c'est non! **Roseline Vachetta et Pierre Baton**

Expo photo



Robert Mapplethorpe

Au Grand Palais (Paris) jusqu'au 13 juillet 2014.

Robert Mapplethorpe est le photographe emblématique du New York des années 70 et 80. Il rencontre la chanteuse Patti Smith en 1967, et réalisera plus tard la pochette de son album *Horses*. Il s'initie à la photographie en 1970 avec un polaroid et réalise des portraits de ses connaissances, mais aussi d'actrices pornographiques, de bodybuilders et de bodybildeuses. À partir des années 80, ses nus se font plus sophistiqués et il réalise des natures mortes. Ses photographies en noir et blanc se caractérisent par la recherche d'une tension dynamique dans les poses et les agencements. Il est l'un des rares photographes à s'être spécialisé dans le nu masculin. Robert Mapplethorpe disparut trop tôt à l'âge de 42 ans.

Milo

Jazz



Shaker, Sophie Alour,

Naïve, 2014, 17 euros.

Après des années de durs apprentissages dans le petit monde un peu macho du jazz, la native de Quimper Sophie Alour publie en 2005, avec le soutien de la famille Romano, un premier CD, *Insulaire*. Premier grand succès critique. Plusieurs albums suivront, en collaboration avec des « grands » de la scène jazz, jusqu'à *La géographie des rêves* en 2012 où elle s'affranchit des conventions jazz avec un nouveau quintet. Un CD salué à l'époque dans nos colonnes. Le même esprit de liberté règne pour *Shaker*, son cinquième album, où elle reprend certaines de ses compositions pour les réarranger de manière magistrale. Sophie fait revivre avec bonheur le groove de *Shaker* ou *Joke* écrits pour Rhoda Scott. Son jazz se révèle plein de gaieté, de rythmes et de découvertes, grâce notamment à un organiste impressionnant, Frédéric Nardin.

Sylvain Chardon

Littérature en débat

Pour en finir vraiment avec Eddy Bellegueule?

Présenté comme un « roman autobiographique », *En finir avec Eddy Bellegueule*¹ raconte l'enfance d'un garçon aux manières délicates, attiré par les hommes dès son plus jeune âge, incompris, brimé, voire torturé, par un entourage ultra machiste dans une petite ville du Nord. C'est donc un vigoureux plaidoyer contre l'homophobie qui montre à ceux qui l'ignoraient ce que l'on peut subir, aussi bien dans sa famille qu'à l'école, quand on est un garçon différent des autres, et dont le comportement et l'apparence ne répondent pas aux critères dominants de virilité masculine.

Écrit par Édouard Louis, un talentueux auteur de 21 ans, ce livre figure parmi les best-sellers, fait le buzz sur le net et suscite toutes sortes de polémiques, ce qui gonfle encore les chiffres de vente. Au-delà de la dénonciation très crue des sévices infligés à la victime, ce vrai-faux roman suscite en effet un certain malaise. Pas une once d'humanité, de tendresse, de solidarité, n'apparaît dans cet univers sordide de sous-prolétaires et d'ivrognes. Cette description manichéenne fleure le mépris de classe de la part d'un individu exceptionnel qui a réussi à échapper à son milieu par les études.

« Eddy Louis » glisse certes quelques lignes pour affirmer que ces comportements abjects sont le produit d'un conditionnement social, mais ça ne suffit pas pour dissiper le sentiment suscité par ce texte. Il est d'ailleurs permis de se demander si la fascination malsaine pour le sordide n'est pas davantage à l'origine de son succès que le désir des lecteurs de connaître la réalité de l'homophobie et de la combattre. Dès les premières lignes, très trash, on sent une volonté délibérée de choquer, car l'auteur est trop brillant pour être soupçonné de maladresse. Peut-être est-ce l'effet Christine Angot, spécialiste de ce genre littéraire qui marche très fort ? Une



Édouard Louis, DR

seconde interrogation résulte de la chute, heureuse et rapide, du livre. C'est l'école de la République et ses formidables enseignants qui vont sauver le jeune Eddy. Tout est bien qui finit bien : il deviendra sociologue ou auteur à succès et intégrera un milieu plus compréhensif pour son orientation sexuelle. Une certaine ambiguïté plane donc sur ce livre qui, à en croire la presse, est d'ailleurs fort mal accueilli par sa famille comme par ses anciens voisins et condisciples qu'il a montrés sous un jour si méprisable.

Or, plusieurs journalistes qui se sont rendus sur place ont constaté que tous ses frères et sœurs suivent aujourd'hui des études supérieures, ce qui n'est pas vraiment commun dans le lumpenprolétariat. Sans

doute un romancier a-t-il parfaitement le droit d'embellir la réalité comme de la noircir, mais on ne sait plus s'il s'agit ou non d'un témoignage ou d'une semi-fiction. Le fait qu'Édouard Louis ait peut-être chargé la barque ne signifie évidemment pas que l'enfer qu'il décrit ne puisse pas être vécu par de nombreux enfants et adolescents « différents ». L'homophobie tue autant sinon plus que le racisme. Le problème est de savoir si son livre fera avancer la cause qu'il entend défendre dans les milieux concernés, ou ne suscitera que des soupirs de compassion parmi ceux qui sont prompts à s'indigner des horreurs commises par les classes dangereuses. Difficile à dire.

Gérard Delteil

Il est possible, bien sûr, de ne pas aimer l'ouvrage d'Édouard Louis. Il est possible, tout autant, de regarder avec méfiance le succès critique et public qui l'accompagne. Il est possible, enfin, de trouver que l'ouvrage n'est pas à la hauteur de son projet, voire d'être agacé par quelques déclarations de son auteur. Ce sont là trois points distincts : le goût, la réception, le projet.

Sur le goût, il n'y a rien à dire, tout à discuter : chacun y trouvera matière ou non à émotions et à pensées. Sur la réception de l'ouvrage, il est vrai qu'elle interroge : n'y a-t-il pas dans l'engouement de la presse comme le signe d'un soulagement ? Après des mois de haine véhiculée par Boutin ou Barjot, il redevient possible, grâce à un ouvrage, d'exhiber la preuve de l'homophobie des milieux populaires. Classes laborieuses, classes monstresueuses...

Mais reprocher au livre de proposer une représentation du monde sans nuance, sans empathie, c'est ne pas reconnaître son objet. Le narrateur prévient en ouverture : « La souffrance est totalitaire. Tout ce qui n'entre pas dans son système, elle le fait disparaître ». La douleur agit comme un aimant : elle ramène tout à elle, elle peut rendre injuste et cruel. Le livre déploie l'expérience de la peur et de la honte, les insultes et les coups ; le monde vu à travers les terreurs d'un jeune garçon qui ne correspond pas à

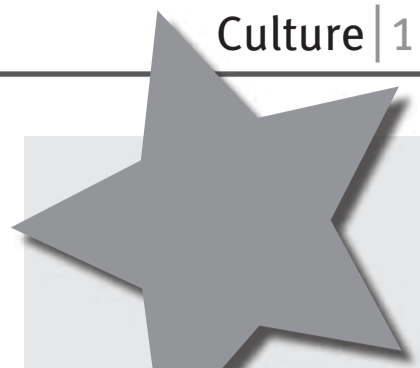
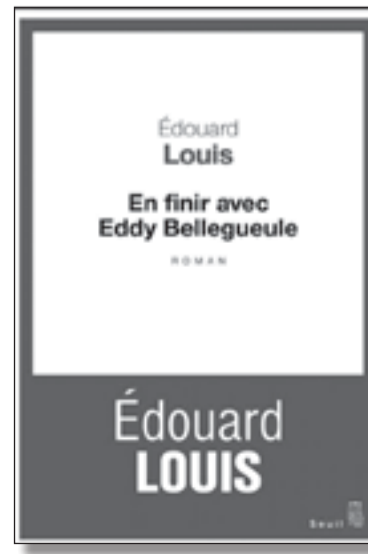
ce que doit être socialement un garçon. Il ne dit pas le vrai d'une « classe sociale ». Comme s'il fallait, du plus profond d'une douleur, être encore équitable. Pourquoi le devrait-il ? Pourquoi faudrait-il que l'œuvre d'un homosexuel soit nécessairement un document ? Pourquoi celle d'un garçon issu des milieux populaires devrait-elle être inéluctablement un témoignage ? Peut-être tout cela est-il inventé, comme on lui en fait le reproche. Mais ce n'est pas un ouvrage de sociologie, c'est la description littéraire « de l'intérieur » de ce que « l'obligation » à l'hétérosexualité produit. L'absence d'empathie ou de tendresse, se retrouve d'abord dans la façon dont le personnage s'accepte, lui et ses désirs.

On peut discuter le choix des mots, des images, l'organisation du roman, entre la sophistication du récit à la première personne et la convocation des paroles des autres. On peut ne pas aimer ce livre. Mais ce n'est pas au motif qu'il manquerait à un devoir pédagogique ou

qu'il serait trop noir. Car cela n'a pas grand sens de reprocher à une perception restituée d'enfant ou d'adolescent de n'être pas aimante ou assez militante.

Olivier Neveux

¹ *En finir avec Eddy Bellegueule*, Édouard Louis, Le Seuil, 2014, 17 euros.



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

Cinéma



Les bruits de Recife

De Kleber Mendonça Filho.

Avec Irandhir Santos, Gustavo Jahn et Maeve Jinkings. Sortie le 26 février.

« La vie imite l'art », disait Oscar Wilde. Ou du moins l'art anticipe souvent des mouvements latents dans la société. C'est ainsi qu'en 2012, *les Bruits de Recife* dévoilait à l'écran les contradictions du Brésil-puissance de la période post-Lula, plusieurs mois avant que les manifestations de juin 2013 le fassent dans les rues. Au cœur d'un quartier aisé de Recife, les spectres d'une société restée profondément inégale et au passé esclavagiste fortement présent, hantent les personnages. Un patriarcat et sa famille, propriétaires de tous les immeubles d'une rue ; son petit-fils, style « bon-bourgeois » ; une femme au foyer qui s'ennuie et fait du cannabis le moyen de s'échapper de son principal cauchemar : le chien de la voisine. D'un autre côté les bonnes et le concierge, des « esclaves modernes » au sens propre. Et une milice de vigiles privés qui font la loi, et une bonne partie de la trame du film. Le son très travaillé nous enveloppe d'un suspense continu, renforcé par les excellentes performances des acteurs, faisant du tout un film à ne pas manquer.

Daniela Cobet



L'Anticapitaliste | Libre expression

“ L'État fasciste n'est pas la seule forme possible d'état d'exception dans un cadre capitaliste ”



DR

Entretien. Alain Bihr, sociologue, est l'auteur de nombreuses études sur les classes sociales et la pensée marxiste. Il a également publié des ouvrages sur le Front national et le négationnisme. Son dernier livre s'intitule *Les Rapports sociaux de classes*¹. Avec lui, nous revenons à la question de l'État, sur fond de montée de l'extrême droite...

Pour toi, il n'y a pas de danger fasciste en Europe aujourd'hui. Tu écris que le scénario fasciste « apparaît bien comme historiquement daté et typé ». Peux-tu expliquer pourquoi ?

On convient volontiers qu'il est impossible de comprendre les mouvements et régimes fascistes que l'on a connus en Europe dans les années 1920-1940 en dehors de la phase historique de développement du capitalisme dont ils ont été les contemporains. Je pense qu'il faut même considérer qu'ils sont indissociables de cette phase. Or celle-ci présente des caractéristiques fort différentes de la phase historique qui est la nôtre, de tous points de vue : celui de la configuration des rapports de classes ; celui de la restructuration des appareils d'État rendue nécessaire dans chacune des phases envisagées ; celui des conditions psychosociales (la « mentalité collective ») présidant dans les deux cas à la mobilisation politique des individus.

Pour me limiter au second de ces trois éléments de comparaison, alors qu'il s'agissait dans les années 1920-1940 de passer d'un État libéral à un État interventionniste (et les régimes fascistes ont aussi eu cette fonction historique), il s'agit aujourd'hui au contraire d'organiser un relatif désengagement des États à l'égard de leurs tâches de régulation économique et sociale, du moins au niveau national. Alors que les réformes institutionnelles de l'appareil d'État national entreprises au cours des années 1920-1940 se sont soldées par une concentration du pouvoir au sein de cet appareil, c'est aujourd'hui à sa démultiplication entre des instances supra-nationales (celles de l'Union européenne), nationales et infra-nationales (celles des régions et des grandes métropoles) qu'il s'agit de procéder.

Pourtant, tu soulignes la possibilité d'instauration d'États d'exception dans le contexte de la crise et de l'offensive engagée contre les classes populaires.

En effet, l'État fasciste n'est pas la seule forme possible d'état d'exception dans un cadre capitaliste. Déclarer que les conditions de possibilité du premier ne sont plus réunies aujourd'hui en Europe ne revient pas à déclarer que toute forme d'état d'exception est exclue à plus ou moins brève échéance. Si, en dépit de la durée et de la gravité de la présente crise, les bourgeoisies européennes ont pu jusqu'à présent faire l'économie d'une telle forme d'État, c'est qu'elles sont restées pour l'essentiel maîtresses de la situation, en conduisant leurs politiques néolibérales de gestion de la crise sans rencontrer d'obstacles ni de résistances majeurs. Mais différents éléments de cette nature peuvent surgir à l'avenir : une aggravation de l'actuelle crise structurelle, rendant nécessaire un durcissement autoritaire des conditions de travail salarié ; inversement ou simultanément, un renouveau de la combativité du salarié, sur la base de l'unification tendancielle de ses conditions d'exploitation et de domination sur le plan mondial, donnant lieu à la (re)constitution d'un mouvement prolétarien offensif à ce niveau, y compris au sein des formations européennes, plaçant la bourgeoisie sur la défensive ; un fractionnement de l'espace mondial (du marché mondial et du système mondial des États) en différents pôles rivaux (Europe, Amérique du Nord, Amérique du Sud, Chine, Asie du Sud-Est, etc.), impliquant l'exacerbation de la concurrence entre eux, pouvant conduire à des risques d'affrontement militaire, rendant dès lors nécessaire le recours à la manière forte à l'intérieur de chacun de ces pôles tout comme à la mobilisation de la violence vis-à-vis de l'extérieur ; enfin, une aggravation de la crise écologique, rendant invivables des territoires entiers en y produisant des génocides et des migrations massives, raréfiant terres arables, matières premières et sources d'énergie, renforçant tous les facteurs précédents tout en disposant aussi les populations à soutenir des



régimes d'état d'exception présentés comme leur offrant une voie providentielle. Il est cependant encore difficile de prévoir les formes que pourrait prendre, dans ces différents scénarios, d'éventuels états d'exception et les voies selon lesquelles ils pourraient voir le jour.

Tu notes aussi que la domination bourgeoise est assez solidement établie pour continuer pour le moment avec les États existants. Mais ceux-ci ne sont-ils pas en train de se transformer progressivement dans le cadre des lois, de façon à contrôler les populations ?

Il est certain que la démultiplication précédemment évoquée des États dans le cadre de l'Union européenne donne lieu à des glissements, souvent insensibles, qui conduisent pour certains à rendre plus formelle... la démocratie formelle qu'ils réalisent. Ainsi les différents Parlements nationaux sont-ils devenus des chambres d'enregistrement et de traduction dans les législations nationales respectives des directives de la Commission européenne, lesquelles sont adoptées dans l'opacité la plus complète et très largement hors du contrôle et des différents conseils et du Parlement européens. C'est une des voies selon lesquelles pourrait se réaliser une forme d'état d'exception en Europe, voie d'ores et déjà ouverte en somme.

Enfin, la situation actuelle en Europe favorise la montée des partis d'extrême droite et, à propos du Front national, tu n'exclus pas qu'il accède au pouvoir en coalition avec une partie de la droite. En définitive, quelle est la fonction de cette extrême droite aujourd'hui ?

La montée de ces partis est un phénomène contradictoire au regard des conditions de reproduction de la domination bourgeoise. Sans doute, en captant et en confortant le ressentiment de certaines parties des classes populaires, y compris dans le prolétariat, engendré par les effets de la crise capitaliste et des politiques néolibérales ainsi que par l'extrême faiblesse politique actuelle des forces anticapitalistes, ces mouvements contribuent à renforcer cette domination et ils sont fonctionnels en ce sens. Ils détournent ces éléments populaires du combat anticapitaliste et leur désignent des boucs émissaires (les immigrés, l'étranger sous toutes ses formes, réelles ou imaginaires) qui divisent les classes populaires. Simultanément, ces mêmes mouvements « dysfonctionnent » par rapport aux conditions de reproduction de la domination bourgeoise, du moins actuellement. Ils tentent en effet de réaliser, chacun dans leur État, un bloc nationaliste composé d'éléments du salariat, des classes moyennes traditionnelles et de cette partie du capital national qui ne peut ou ne veut inscrire son avenir dans le mouvement de transnationalisation. En ce sens ils contrarient cette dernière, et leur éventuelle arrivée au pouvoir, en alliance avec une partie de la droite classique, pourrait perturber le processus d'intégration européenne. Reste cependant entière la question de la place et du rôle qui pourraient revenir à ces mouvements dans le cadre de la réalisation de l'une ou l'autre forme d'états d'exception, si de tels États devaient voir le jour en Europe. Ils dépendraient fondamentalement de la forme d'état d'exception qui se réaliserait.

Propos recueillis par Henri Wilno
1 - Éditions Page deux, Lausanne, 2012, 10 euros.

Vu ailleurs

le Parisien

L'AUMÔNE DE PSA. Quelques jours après l'annonce du salaire de 1,3 million d'euros de Carlos Tavares, le nouveau numéro un de PSA Peugeot Citroën, les salariés de l'usine de Valenciennes (Nord) de boîtes de vitesse ont décidé de reverser leur prime de participation qu'ils jugent « misérable » aux Restos du Cœur. Selon la CGT, cette prime de participation s'élève selon les 2 200 salariés entre 40 centimes d'euro et 18 euros. « C'est une idée de deux ou trois salariés qui en recevant leurs primes ont trouvé ça plutôt misérable et pas acceptable, a expliqué Cédric Brun, secrétaire de la CGT locale. Quarante centimes, ce n'est même pas le prix du timbre qu'ils ont reçu. » « Les salariés sont excédés et ne comprennent plus la politique salariale de l'entreprise. Quitte à prendre des primes pareilles, autant les reverser aux Restos du cœur, parce que si ça continue c'est nous qui allons finir là-bas », a ajouté le syndicaliste. Ce versement intervient alors que l'usine de Valenciennes tourne à plein régime pour répondre à la forte demande du marché chinois qui engendre une demande complémentaire de 5 500 boîtes de vitesses automatiques avec le passage à deux équipes et l'embauche de 50 intérimaires au moins jusqu'au mois de juin. Une centaine de chèques a déjà été collectée auprès des salariés, a précisé la CGT.

« PSA : des salariés reversent leur prime aux Restos du Cœur », *le Parisien*, mercredi 16 avril 2014.

S'abonner à
L'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| | |
|---|---|
| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires |
| Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre |
| <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

| | | | |
|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|
| FRANCE ET DOM-TOM | | | |
| Tarif standard | Jeunes/chômeurs/précaires | | |
| Hebdo | Hebdo + Mensuel | Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an |
| <input type="checkbox"/> 28 € | <input type="checkbox"/> 56 € | <input type="checkbox"/> 20 € | <input type="checkbox"/> 40 € |
| Mensuel | | | |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an | | |
| <input type="checkbox"/> 22 € | <input type="checkbox"/> 44 € | | |
| Hebdo + Mensuel | | | |
| <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an | <input type="checkbox"/> 6 mois | <input type="checkbox"/> 1 an |
| <input type="checkbox"/> 50 € | <input type="checkbox"/> 100 € | <input type="checkbox"/> 38 € | <input type="checkbox"/> 76 € |

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org